

# Rapport de suivi



**eiti**



# Contenu

---

Message de la Présidente de l'ITIE	4
Message du Directeur exécutif de l'ITIE	5
L'année en bref	6

## L'ANNÉE EN REVUE

---

Rapportage assoupli	9
Transparence des entreprises	12
Transition énergétique	15
Lutte contre la corruption	19
Propriété effective	20
Transparence des contrats	22
Collecte des recettes	24
Genre	26
Divulgaration systématique	27
Validation	28
Conflit et instabilité	30

## OPÉRATIONS

---

L'année à venir	33
Financement de l'ITIE	36
Entreprises de soutien	37
Remerciements	38

Ce rapport couvre les progrès de la mise en œuvre de l'ITIE du 1 mai 2021 au 30 avril 2022.

# Message de la Présidente de l'ITIE



*"Les pays utilisent les données et le dialogue pour faire face aux risques de corruption, mieux comprendre l'impact de la COVID-19 sur leurs secteurs et économies extractifs, améliorer les mécanismes de redevabilité, améliorer les prévisions de recettes et planifier la transition vers la neutralité carbone."*

En revenant sur l'année passée, il est difficile de ne pas s'attarder sur les conflits qui ont éclaté dans les pays de mise en œuvre de l'ITIE, notamment en Afghanistan et au Myanmar et récemment lors de la guerre en Ukraine. La résurgence des coups d'État militaires en Afrique de l'Ouest nous interpelle également. Entre mai 2021 et janvier 2022, de tels changements de régime ont eu lieu dans trois pays de mise en œuvre de l'ITIE – au Burkina Faso, en Guinée et au Mali.

Ces événements mettent en lumière à quel point le secteur des ressources est étroitement lié au paysage géopolitique. Ils nous rappellent également le rôle important que la transparence peut jouer pour aider à endiguer les flux de revenus qui peuvent alimenter les conflits et la corruption en les rendant publics.

En dépit des turbulences politiques, de la pandémie de COVID-19 et des défis économiques mondiaux actuels, l'ITIE a été en mesure de maintenir et, dans de nombreux cas, consolider la mise en œuvre de la Norme ITIE. Il est inspirant de voir la manière dont les pays de mise en œuvre ont utilisé l'ITIE pour améliorer la gouvernance et la supervision du secteur extractif. Les pays utilisent les données et le dialogue pour faire face aux risques de corruption, mieux comprendre l'impact de la COVID-19 sur leurs secteurs et économies extractifs, améliorer les mécanismes de redevabilité, améliorer les prévisions de recettes et planifier la transition vers la neutralité carbone.

Bien que ces progrès incitent à l'optimisme, il demeure également préoccupant de voir les libertés publiques entravées. Les groupes de la société civile et les médias jouent un

rôle clé dans la révélation des affaires de corruption et la responsabilisation des entreprises et des gouvernements. Il est essentiel qu'ils préservent le financement et l'indépendance nécessaires pour poursuivre leur travail. Les initiatives de gouvernement ouvert et le dialogue multipartite ne peuvent apporter une contribution viable au développement durable sans garanties adéquates pour la société civile.

À l'avenir, nous pouvons nous attendre à ce que les bouleversements se poursuivent. Une augmentation de la demande de minéraux critiques pourrait accroître les risques de corruption et pousser l'exploitation minière dans des zones écologiquement et socialement sensibles. La volatilité des recettes pétrolières et gazières, ainsi que les préoccupations autour de l'accès à l'énergie et de la sécurité, ont attiré l'attention des décideurs sur le secteur dans les pays producteurs et consommateurs de pétrole et de gaz. Ces évolutions soulignent le besoin de transparence et de redevabilité et renforcent la pertinence de l'ITIE.

Je tiens à remercier toutes les parties prenantes de la communauté ITIE pour leur appui et leurs efforts continus au soutien de la transparence des industries extractives. J'ai hâte de poursuivre sur cette lancée au cours de l'année à venir. Je suis également impatiente de voir la communauté ITIE se réunir à nouveau à l'occasion de notre Conférence mondiale, où nous tracerons ensemble notre direction stratégique alors que l'ITIE entre dans sa troisième décennie.

**Helen CLARK**  
Présidente de l'ITIE

# Message du Directeur exécutif de l'ITIE



*"La transition vers la neutralité carbone présente de nouvelles opportunités et de nouveaux risques pour les pays dépendants du pétrole et les producteurs de minéraux, et l'ITIE est la meilleure alliée pour éclairer les politiques et la prise de décisions en matière de gestion des ressources naturelles."*

**Alors que nous évaluons nos progrès au cours de l'année passée, il est évident que le gouvernement ouvert, les données et le dialogue multipartite sont plus pertinents que jamais pour nous aider à traverser ces temps incertains et ces événements politiques mondiaux.**

Alors que nous assistons à une recrudescence de l'autoritarisme dans un certain nombre de pays riches en ressources, il est encourageant de voir que la mission de l'ITIE et la plateforme multipartite sont de plus en plus acceptées dans le monde entier. Cette année, la communauté ITIE a accueilli à nouveau le Gabon et de la République centrafricaine, et le Conseil d'administration de l'ITIE examine une demande d'adhésion de l'Angola lors de sa réunion de juin.

Nous constatons également un soutien plus marqué de la part des gouvernements, des entreprises et des groupes de la société civile qui continuent de s'engager dans le processus ITIE en vue de trouver des solutions communes et de renforcer la confiance. Pour la première fois, plus de 60 entreprises ont été évaluées sur la base du respect des *Attentes à l'égard des entreprises soutenant l'ITIE*, lesquelles ont ensuite été revues pour renforcer la redevabilité des entreprises et inspirer de meilleures pratiques. Plusieurs entreprises ont également adopté nos directives en matière de rapportage pour accroître la transparence des transactions de matières premières et des prêts garantis par des ressources, ce qui est essentiel dans la crise énergétique actuelle pour répondre aux préoccupations croissantes concernant la sécurité énergétique.

À mesure que le contexte mondial des industries extractives évolue, il ne peut en être autrement de l'ITIE. La transition vers la neutralité carbone présente de nouvelles opportunités et de nouveaux risques pour

les pays dépendants du pétrole et les producteurs de minéraux, et l'ITIE est la meilleure alliée pour éclairer les politiques et la prise de décisions en matière de gestion des ressources naturelles. En collaboration avec des partenaires tels que l'Institut de Gouvernance des Ressources Naturelles (NRGI) et l'OCDE, nous engageons un nombre croissant de pays à utiliser les données ITIE et le dialogue pour appuyer des voies de transition durables et justes. Plusieurs pays – dont l'Albanie, l'Allemagne et le Ghana – utilisent déjà la plateforme ITIE pour faire la lumière leurs secteurs des minéraux renouvelables et critiques.

La transition énergétique s'accompagne de risques de corruption et donne donc un nouvel élan pour faire la lumière sur les attributions, les termes et les bénéficiaires finaux de toutes les transactions, et rendre ces informations accessibles à tous. Cette année, nous avons constaté des développements positifs dans un grand nombre de pays qui renforcent la transparence dans leurs processus d'octroi de licences et de contrats. Beaucoup établissent également des registres de la propriété effective avec le soutien de notre programme Opening Extractives, mis en place conjointement avec Open Ownership.

Alors que le Secrétariat international de l'ITIE revient progressivement aux engagements en présentiel, nous maintiendrons notre approche virtuelle et agile alors que nous cherchons à réaliser nos priorités stratégiques et à soutenir la mise en œuvre. Nous planifions également notre Conférence mondiale en 2023 et espérons vous revoir nombreux à cette occasion. Ce n'est qu'en travaillant ensemble que l'ITIE remplira son mandat d'assurer que les ressources naturelles soient gérées au profit des citoyens.

**Mark ROBINSON**  
Directeur exécutif de l'ITIE

# L'année en bref

## MODÈLE DE VALIDATION ITIE RÉVISÉ

Une nouvelle approche est adoptée pour l'évaluation des progrès par rapport à la Norme ITIE, mettant l'accent sur l'évaluation de l'efficacité et la durabilité de la mise en œuvre de l'ITIE.

> PAGE 28



PHOTO : TRENT INNESS / SHUTTERSTOCK.

## AFGHANISTAN

est repris par les talibans, entraînant une suspension.

> PAGE 30



**GABON**  
rejoint l'ITIE.



**RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE**

réintègre l'ITIE. Le pays a été suspendu en 2013 en raison d'instabilité politique.

AVRIL

2021

AOÛT

OCTOBRE

MAI

SEPTEMBRE

NOVEMBRE



## L'ITIE ET LE GENRE

Un atelier d'apprentissage par les pairs est organisé au niveau mondial, rassemblant 200 parties prenantes pour promouvoir l'inclusion du genre dans la mise en œuvre de l'ITIE.

> PAGE 26

## LUTTE CONTRE LA CORRUPTION EN AFRIQUE FRANCOPHONE

Un débat régional rassemble 100 participants pour discuter du rôle de l'ITIE dans la prévention de la corruption.

> PAGE 19

## FORUM SUR LA TRANSPARENCE EN MATIÈRE DE PROPRIÉTÉ EFFECTIVE

Le programme Opening Extractives est officiellement lancé, visant à transformer la disponibilité et l'utilisation des données sur la propriété effective. D'autre part, cinq entreprises annoncent une série d'engagements sur la transparence de la propriété effective.

> PAGE 20

## ÉVALUATION DES ENTREPRISES SOUTENANT L'ITIE

Les entreprises sont évaluées sur la base de leur adhésion aux Attentes à l'égard des entreprises soutenant l'ITIE et les résultats sont publiés en ligne.

> PAGE 12



PHOTO : RAFAPRESS / SHUTTERSTOCK.

## CONFÉRENCE DES NATIONS UNIES SUR LE CHANGEMENT CLIMATIQUE

Lors de la COP26, l'ITIE réunit un ensemble de parties prenantes pour discuter de la manière dont la mise en œuvre de l'ITIE peut soutenir la planification de la transition énergétique.

> PAGE 15



## DIALOGUE ITIE SUR L'ÉNERGIE

Les ministres africains se réunissent en marge de la Semaine Africaine du Pétrole pour discuter des questions clés et des recommandations pour aborder la transition énergétique en Afrique.

> PAGE 18

## TRANSITION ÉNERGÉTIQUE EN ASIE DU SUD-EST

Un atelier régional rassemble environ 100 parties prenantes d'Asie du Sud-Est pour discuter de la manière dont le rapportage ITIE est et peut être utilisé pour éclairer la planification de la transition énergétique.

## ÉVALUATION INDÉPENDANTE

Une évaluation est lancée, visant à évaluer l'efficacité, l'impact, la pertinence et la durabilité de l'ITIE.

> PAGE 34



## ATTENTES À L'ÉGARD DES ENTREPRISES SOUTENANT L'ITIE

sont révisées afin de promouvoir une plus grande transparence et redevabilité dans le secteur extractif, conformément à la Norme ITIE.

> PAGE 12



## UKRAINE

est envahie par la Russie, ralentissant la mise en œuvre de l'ITIE.

> PAGE 30

## NOUVELLES APPROCHES DE RAPPORTAGE ITIE

Une analyse préliminaire menée dans 16 pays permet de tirer des enseignements d'approches alternatives au rapportage ITIE.

> PAGE 9

## PROPRIÉTÉ EFFECTIVE EN ASIE

Un atelier régional d'apprentissage par les pairs, coorganisé avec la Banque asiatique de développement, rassemble plus de 200 parties prenantes pour échanger des bonnes pratiques sur la divulgation de la propriété effective.

> PAGE 20

DÉCEMBRE

FÉVRIER

2022

NOVIEMBRE

MARS

## ENTREPRISES D'ÉTAT EN ASIE

Un atelier régional d'apprentissage par les pairs rassemble plus de 50 parties prenantes pour discuter des questions et des normes émergentes sur la gestion des entreprises extractives d'État.

## SOMMET DES DIRIGEANTS DU RÉSEAU DES ENTREPRISES D'ÉTAT

Des représentants de 24 entreprises d'État se rassemblent à l'occasion du Sommet annuel ITIE des dirigeants d'entreprises d'État sous le thème « L'avenir de l'énergie ».

> PÁGINA 13

## RÉVISION DE LA NORME ITIE

Une consultation ouverte est lancée au niveau mondial pour améliorer la Norme ITIE.

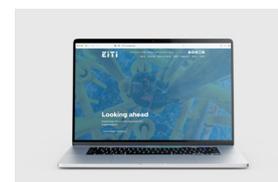
## FONDATION FORD

renforce son soutien à l'ITIE avec un projet sur l'engagement des communautés dans une transition juste.

## TRANSPARENCE ENVIRONNEMENTALE EN AMÉRIQUE LATINE ET DANS LES CARAÏBES

Un débat régional rassemble plus de 100 participants pour discuter du rôle du rapportage environnemental pour soutenir un développement inclusif et durable.

17  
pays ont adopté une  
approche assouplie  
ou alternative au  
rapportage ITIE



## EITI.ORG

L'ITIE lance un nouveau site Internet, offrant une expérience numérique plus conviviale et plus complète aux parties prenantes de l'ITIE.

# L'ANNÉE EN REVUE



Plateforme pétrolière et gazière.

# Innovations dans la transparence des industries extractives

## *Nouvelles approches novatrices en matière de rapportage ITIE*

L'épidémie de COVID-19 a changé le contexte de la mise en œuvre de l'ITIE à travers le monde. Les méthodes habituelles de rapportage et en collecte de données ont été entravées par des contraintes budgétaires et des restrictions sanitaires. Les groupes multipartites qui s'appuyaient sur des réunions en présentiel essentielles pour la prise de décisions et le renforcement de la confiance ont dû se réunir par le biais de plateformes virtuelles.

Dans le même temps, la volatilité des prix et le ralentissement économique ont accru la nécessité de suivre de près les recettes publiques et l'impact sur la mobilisation des ressources domestiques, en particulier dans les pays dépendant des revenus du secteur extractif.

Par la suite, près d'un tiers des pays de mise en œuvre de l'ITIE se sont écartés des procédures habituelles de rapportage ITIE en adoptant une approche plus souple, plus réactive et plus agile. Les pays ont ainsi pu réorganiser leurs processus de rapportage, réduire les coûts et divulguer les données à la source par le biais des systèmes gouvernementaux et des entreprises.

Les pays ont également pu se concentrer sur des besoins d'information plus urgents. Depuis l'introduction de rapports assouplis, 75 % des pays ont inclus des informations sur l'impact de la COVID-19 sur les industries extractives, et plus des deux tiers ont présenté une analyse prospective de leurs secteurs extractifs, avec des projections pour la production, les exportations et les recettes futures du gouvernement.

## Ghana

Dans le cadre de son dernier rapportage ITIE, le Ghana a publié un rapport thématique dédié sur l'impact de la COVID-19 sur son secteur extractif. Le rapport a révélé qu'un déclin de 6 % de la production pétrolière, combinée à une baisse des prix du pétrole, a entraîné une diminution de 29 % des recettes du gouvernement d'une année sur l'autre – équivalant de 271 millions de dollars US – en 2020.

Selon le rapport, la pandémie a également poussé le parlement à approuver d'urgence l'abaissement du plafond de retrait des recettes excédentaires du Fonds de Stabilisation du Ghana (FSG), créé en 2011 pour fournir un soutien en période de déficit économique. Alors que le fonds a accusé un manque à gagner d'environ 1,9 million de dollars US de recettes potentielles en raison des contractions de l'économie, le seuil de retrait des fonds excédentaires a été abaissé de 300 millions de dollars US à 100 millions de dollars US pour permettre l'allocation de 219 millions de dollars US au programme gouvernemental de lutte contre le coronavirus.

Ces divulgations permettent un examen du public de la manière dont les recettes publiques sont gérées, d'autant plus que la pandémie de COVID-19 exacerbe le risque de surendettement ; en 2021, la dette publique du Ghana a atteint un niveau record de 78 % par rapport à son PIB, contre 54 % en 2017. En adoptant une approche innovante du rapportage ITIE, l'ITIE Ghana a été en mesure de fournir des données opportunes, nécessaires pour comprendre l'impact économique de la COVID-19 et éclairer la planification compte tenu des rendements réduits du secteur extractif.

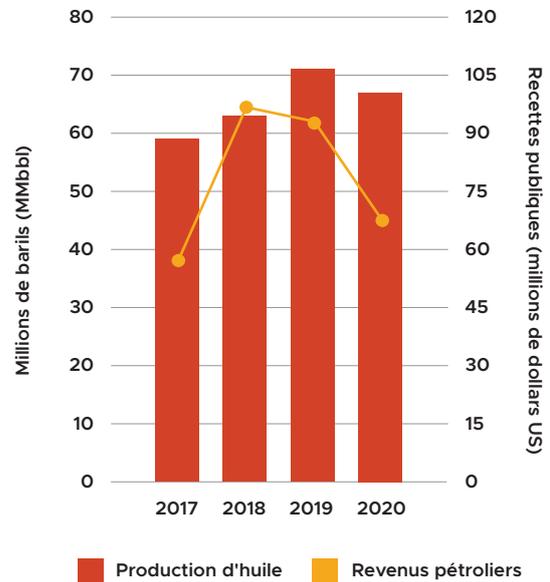
## Guatemala

Selon le dernier rapportage ITIE du Guatemala, la production de pétrole a chuté de 20 % durant la pandémie, par rapport à l'année précédente. Bien que le Guatemala ne dépende pas fortement du secteur extractif pour les recettes du gouvernement, la pandémie a accéléré une tendance à la baisse dans la production de combustibles fossiles, contribuant à une réduction de la consommation privée, des investissements étrangers, des exportations, de l'emploi dans le secteur et de la production domestique de biens et de services.

L'approche assouplie en matière de rapportage ITIE a permis une divulgation plus rapide des données par les entreprises et les agences gouvernementales participantes. Il fournit également un aperçu des défis que la pandémie a apporté au secteur, tels que des stagnations dans les opérations et des troubles sociaux plus larges. En outre, le rapport met en lumière les problèmes autour des communautés autochtones – qui représentent 44 % de la population totale – tels que les processus de consultation relatifs aux opérations extractives sur leurs territoires.

## PRODUCTION ET RECETTES PÉTROLIÈRES AU GHANA

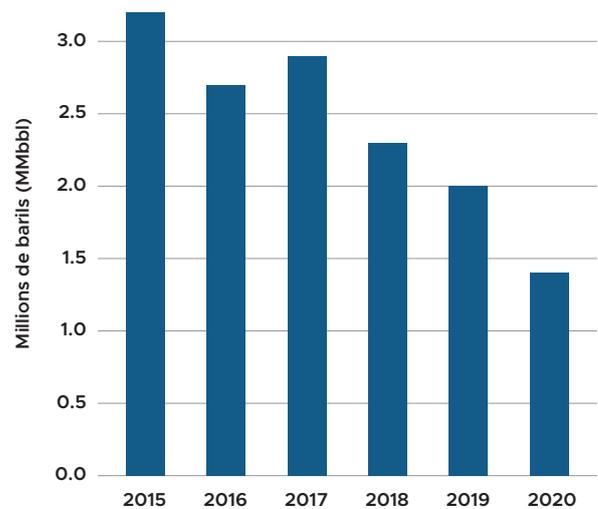
EN VOLUME ET REVENUS  
(EN MILLIONS DE DOLLARS US)



SOURCE : GHANA EITI (2021), EFFECTS OF COVID-19 ON PETROLEUM AND MINING SECTORS IN GHANA.

## EXPORTATIONS PÉTROLIÈRES AU GUATEMALA

EN VOLUME



SOURCE : EITI GUATEMALA (2021), INFORME FLEXIBLE DE LA INDUSTRIA EXTRACTIVA 2018-2019-2020.

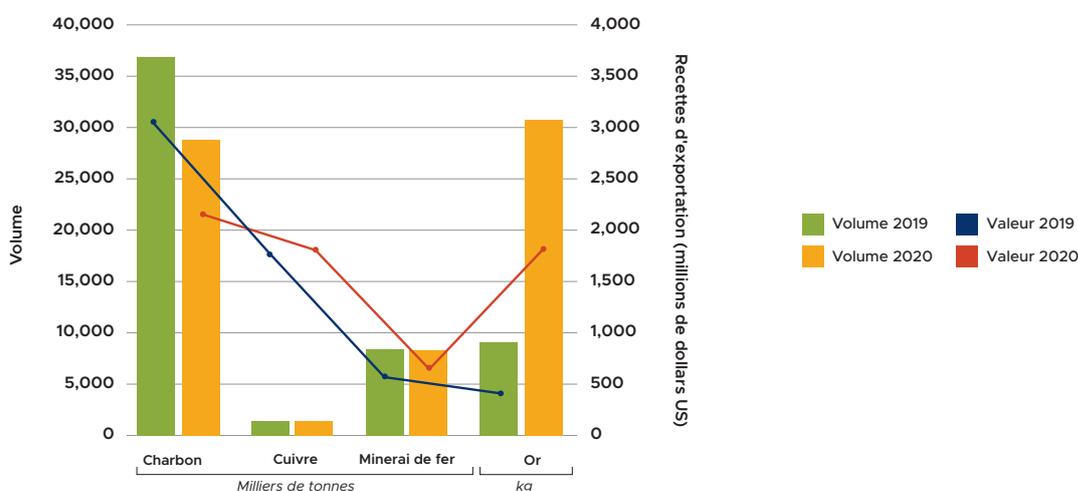
## Mongolie

Le dernier rapportage ITIE de la Mongolie met en lumière à quel point la pandémie de COVID-19 et la volatilité des prix ont affecté les exportations de minéraux du pays. Le pays dépend fortement de la demande de la Chine pour ses recettes minières ; toutes ses exportations de concentrés de cuivre et de minerai de fer sont destinées au marché chinois. Alors que le prix du cuivre a brusquement chuté au premier trimestre de 2020, celui-ci s'est

stabilisé lorsque la demande chinoise a repris. Cependant, la fermeture de certaines usines chinoises a provoqué un déclin de la production de minerai de fer.

En simplifiant son processus de rapprochement des paiements – en réduisant le nombre d'entreprises déclarantes de 171 à 60 – l'ITIE Mongolie a été en mesure de divulguer des données en temps opportun, en dépit des défis logistiques posées par la pandémie.

### EXPORTATIONS MINIÈRES EN MONGOLIE EN VOLUME ET EN VALEUR (EN MILLIONS DE DOLLARS US)



SOURCE : MONGOLIA EITI (2021), MONGOLIA FIFTEENTH EITI RECONCILIATION REPORT 2020

## Honduras

Le dernier rapportage ITIE du Honduras inclut des informations opportunes et désagrégées sur l'emploi, l'exploitation minière artisanale et à petite échelle, les paiements sociaux et environnementaux par les entreprises et l'impact de la pandémie de COVID-19 sur les opérations extractives. La pandémie a contribué à une diminution de 34 % des recettes extractives du gouvernement par rapport à 2019, en partie due à un déclin des ventes domestiques et des exportations des entreprises extractives. En réponse, le gouvernement a mis en œuvre des mesures d'allègement fiscal, notamment des reports d'impôts pour les entreprises et les mineurs à petite échelle affectés, ainsi que des prolongations du paiement de la dette. Le rapportage ITIE du Honduras offre également plusieurs recommandations politiques pour renforcer la supervision du secteur au niveau infranational et par les organisations de la société civile. Celles-ci incluent l'utilisation de plateformes numériques pour les rapports gouvernementaux, le renforcement de l'interopérabilité des systèmes gouvernementaux entre les agences et l'amélioration de la représentation de la société civile dans les processus ITIE.



# 34%

*En raison de l'impact de la COVID-19, le gouvernement hondurien a enregistré une diminution de 34 % des recettes du secteur extractif en 2020 par rapport à l'année précédente.*

# Une nouvelle référence de l'industrie

## Montée de la barre de la transparence et de la redevabilité des entreprises

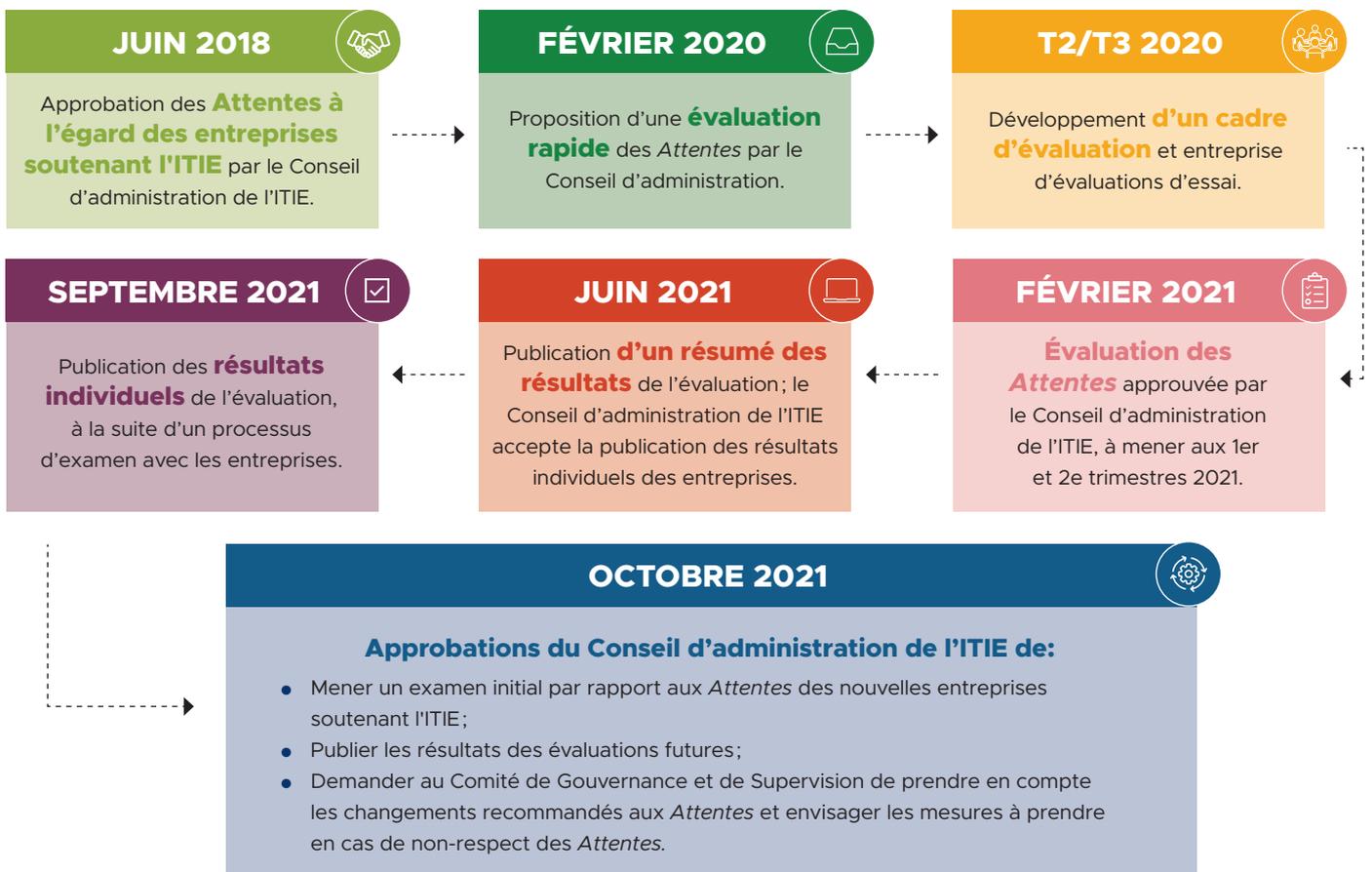
Collège clé des groupes multipartites internationaux et nationaux de l'ITIE, les entreprises soutiennent depuis longtemps la mission de l'ITIE de promouvoir une gestion ouverte et redevable des ressources pétrolières, gazières et minières. En 2021, 62 entreprises ont été évaluées pour la première fois sur leur respect des Attentes à l'égard des entreprises soutenant l'ITIE.

Les résultats ont de bonnes pratiques et des lacunes dans les divulgations des entreprises. Alors que toutes les entreprises de soutien divulguent les impôts et les paiements versés aux pays de mise en œuvre de l'ITIE, 30 % ne divulguent pas publiquement les informations de paiement désagrégées

dans les pays non-membres de l'ITIE dans lesquels elles opèrent. En outre, des déclarations publiques de soutien à la transparence des contrats avaient été faites par un peu plus d'un tiers des entreprises soutenant l'ITIE.

Les *Attentes* ont ensuite été clarifiées et renforcées, et leur respect sera régulièrement évalué. Elles incluent désormais des engagements pour les entreprises à publier leurs politiques de lutte contre la corruption et de genre ; à divulguer les impôts et les paiements aux gouvernements au niveau des projets dans tous les pays où elles opèrent ; à publier des contrats ; et à entreprendre une diligence raisonnable rigoureuse et des mesures fondées sur les risques pour utiliser les informations sur la propriété effective lors de la sélection des partenaires de coentreprise, des contracteurs et des fournisseurs.

## LE CHEMIN VERS LES ATTENTES À L'ÉGARD DES ENTREPRISES SOUTENANT L'ITIE



## Transparence dans le commerce des matières premières

En septembre 2020, l'ITIE a lancé des directives pour le rapportage des achats de pétrole, de gaz et de minéraux effectués par les entreprises de négoce. Les directives, développées en collaboration avec le Groupe de travail sur le commerce des matières premières, ont depuis été appliquées par plusieurs principaux négociants en matières premières et entreprises énergétiques dans leurs rapportages publics.

Ces divulgations pionnières servent de tremplin pour que d'autres entreprises divulguent leurs premières transactions, lesquelles représentent près de la moitié des recettes totales du gouvernement déclarées par le biais de l'ITIE.

L'industrie du commerce de matières premières continue de faire face à des défis en matière de transparence et de redevabilité, comme en témoignent les récentes affaires judiciaires aux États-Unis, au Royaume-Uni et en Suisse. L'ITIE a été la pionnière de la transparence dans le premier commerce et a travaillé pendant une décennie avec la société civile, le gouvernement suisse ainsi que les acheteurs et les vendeurs de matières premières clés pour atténuer le risque de corruption. Les affaires récentes indiquent qu'il reste encore beaucoup à faire pour s'appuyer sur les directives et pour assurer que les informations divulguées sont utilisées pour identifier et traiter les faiblesses systémiques qui créent des ouvertures potentielles pour des activités de corruption.

### VUE D'ENSEMBLE DES DIVULGATIONS DES ENTREPRISES CONFORMEMENT AUX DIRECTIVES DE RAPPORTAGE DE L'ITIE

Modèle 2 : Divulgation des volumes par cargaison et des valeurs par vendeur individuel

Modèle 1 : Divulgation des volumes et des valeurs par vendeur individuel

ENTREPRISES*	GLENCORE	TRAFIGURA	EQUINOR	GUNVOR	TOTALENERGIES
Pays vendeur/Entreprise d'État	X	X	X	X	X
Matière première	X	X	X	X	X
Volume	X	X	X	X	X
Montant payé	X	X	X	X	X
% de part de l'État dans les entreprises d'État		X			X
Bénéficiaire effectif de l'entreprise acheteuse					X
Date de vente**	X	X	X		X
Contrat au comptant/à terme**		X			
Frais**					
Incoterms**	X	X			
Prêts garantis par des ressources***	PARTIELLEMENT	PARTIELLEMENT			

\* MEMBRES DU GROUPE DE TRAVAIL DE L'ITIE SUR LE COMMERCE DES MATIÈRES PREMIÈRES. LES AUTRES ENTREPRISES N'AYANT PAS ENCORE SUIVI LES DIRECTIVES RELATIVES À LA DIVULGATION COMPRENNENT BP, MERCURIA, SHELL ET VITOL.

\*\*LES DIVULGATIONS NE SONT PAS REQUISES POUR LE MODÈLE 1 DES DIRECTIVES DE RAPPORTAGE.

\*\*\*LA DIVULGATION DES PRÊTS GARANTIS PAR DES RESSOURCES EST ENCOURAGÉE DANS TOUTS LES MODÈLES DE RAPPORTAGE.

## Gestion redevable des entreprises d'État

Les transactions financières relatives aux entreprises d'État sont devenues plus transparentes ces dernières années, or le rapportage et la Validation ITIE ont montré qu'il existe toujours une demande d'amélioration des normes de transparence autour de la manière dont ces entreprises sont régies.

En octobre 2021, l'ITIE a publié de nouvelles orientations sur la compréhension des états financiers des entreprises d'État, visant à soutenir les groupes multipartites dans leurs efforts de suivi de leur rôle de supervision. Par ailleurs, plusieurs pays entreprennent des études ciblées pour examiner les faiblesses de la gestion des entreprises d'État et identifier les opportunités de réforme.

### République démocratique du Congo

Une étude récente, commandée par l'ITIE RDC, examine le projet Sicominés – un accord d'infrastructure de 3 milliards de dollars US par lequel des investisseurs chinois ont accepté la construction de routes et d'hôpitaux en échange d'une participation de 68 % dans une coentreprise minière avec la principale entreprise d'État de la

RDC. Le rapport a révélé que cet accord posait un certain nombre de problèmes. Peu de projets d'infrastructure urgents avaient été réalisés conformément à l'accord initial, et un amendement non divulgué au contrat, effectué en 2017, a redirigé les bénéfices du projet vers les actionnaires au lieu d'être utilisés pour le remboursement des investissements d'infrastructure. Cependant, l'accord initial accordait une exemption fiscale et douanière à la coentreprise dans l'hypothèse où le remboursement aurait lieu. Le rapport, qui a attiré l'attention des médias, a appelé le gouvernement à renégocier l'accord.

D'autre part, l'ITIE RDC a également examiné les états financiers de neuf entreprises d'État pour évaluer si les entreprises sont régies conformément aux réglementations nationales. Le rapport indépendant a identifié plusieurs écarts entre les politiques et les pratiques concernant les transferts financiers des entreprises d'État à l'État. Il a offert des recommandations pour améliorer l'application des réglementations, de réformer les lois ambiguës et d'améliorer le potentiel de production et la rentabilité des entreprises d'État comme base pour renforcer leur compétitivité et leurs contributions à l'économie nationale.

Extraction de lithium dans le salar  
de Salinas Grandes, Argentine.



# L'industrie extractive en transition

## *Préparation de la transition mondiale vers une économie à faibles émissions de carbone*

La transition énergétique mondiale transformera les industries extractives, exposant les pays producteurs à de nouveaux risques et à de nouvelles opportunités. Alors que la consommation mondiale de combustibles fossiles décline, les pays dépendant du pétrole et du charbon devront faire face à un déclin des recettes de ces secteurs. Pour les producteurs de minéraux, la prolifération mondiale des énergies renouvelables et des technologies propres entraînera une augmentation des investissements et de la demande de matières premières telles que le cobalt, le lithium et le cuivre.

Les prévisions basées sur les données peuvent fournir des preuves aux décideurs pour gérer les risques et tirer parti des opportunités de la transition énergétique. Plusieurs pays prévoient d'utiliser les données déclarées par le biais de l'ITIE – telles que la production de combustibles fossiles, les recettes des entreprises privées et d'État, les dépenses sociales et les impacts environnementaux – pour prévoir l'impact potentiel sur leurs économies dans les prochaines décennies.

## Allemagne

Grâce à ses rapportages, l'Allemagne a été en mesure de se concentrer sur des divulgations innovantes relatives à des questions d'intérêt public au-delà de la Norme ITIE, notamment la transition énergétique. Le dernier Rapport ITIE du pays fournit un aperçu actualisé du secteur des énergies renouvelables du pays, de la part des énergies renouvelables dans la consommation totale d'énergie primaire et des lois et politiques qui s'y rapportent, notamment sur la protection du climat, la taxe carbone et l'élimination progressive du charbon.

Pour éclairer le rapport, le Groupe multipartite de l'Allemagne a commandé une étude sur les effets d'un secteur des énergies renouvelables en croissance sur les futurs besoins en matières premières, qui est présentée dans le troisième et quatrième Rapports ITIE. L'étude estime la demande de minéraux nécessaires au développement de technologies renouvelables conformément au Plan de développement du réseau 2019 du pays. Elle fournit en outre un inventaire des énergies renouvelables dans diverses régions et les implications socio-économiques d'un secteur des énergies renouvelables en pleine croissance.

Le rapportage ITIE de l'Allemagne présente également des données sur les subventions fédérales pour la vente et à l'abandon du charbon. En 2019, les subventions se sont élevées à 884 millions d'euros, soit une diminution de 31 % par rapport à 2016 et plus du double des recettes extractives totales du gouvernement, qui s'élèvent à 426 millions d'euros. Ces divulgations soutiennent le débat public sur la poursuite de la production de charbon à la lumière des visées du pays concernant le changement climatique.

## Albanie

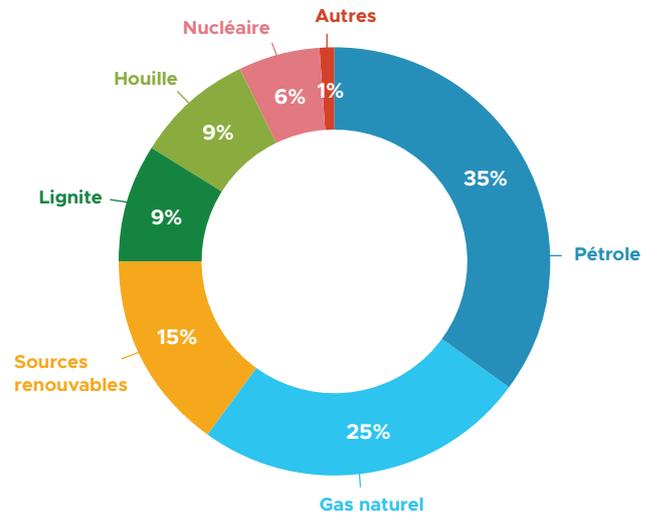
L'énergie électrique est la deuxième source d'énergie en Albanie après le pétrole, et le gouvernement prévoit d'élargir davantage son secteur des énergies renouvelables. Le dernier rapportage ITIE de l'Albanie va au-delà de la Norme ITIE en incluant des informations sur son secteur hydroélectrique, telles que le cadre juridique et réglementaire, les données de production, les recettes du gouvernement et la répartition des recettes aux autorités infranationales. Cette analyse a identifié d'importantes pertes du système de distribution d'électricité, auxquelles les autorités albanaises s'efforcent de remédier. Afin de soutenir des priorités nationales plus larges, l'ITIE Albanie a l'intention de s'appuyer sur ce travail en entreprenant une étude exploratoire sur d'autres technologies d'énergie renouvelable.

## Bilan de la production et des exportations

En 2021, le Secrétariat international de l'ITIE a fait le point sur toutes les données de production et d'exportation déclarées par les pays de l'ITIE depuis 2005. L'étude révèle que le pétrole et le gaz naturel représentent environ les trois quarts des revenus

## APPROVISIONNEMENT EN ÉNERGIES PRIMAIRES EN ALLEMAGNE

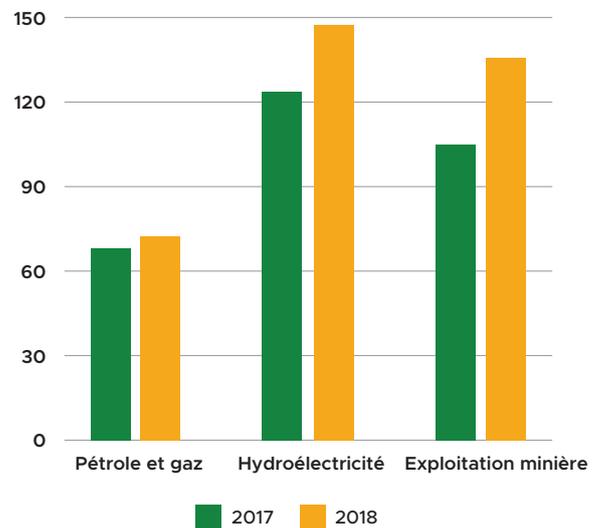
PAR SOURCE, 2019



SOURCE : D-EITI (2022), BERICHT FÜR 2019.

## RECETTES DU GOUVERNEMENT EN ALBANIE

EN MILLIONS DE DOLLARS US

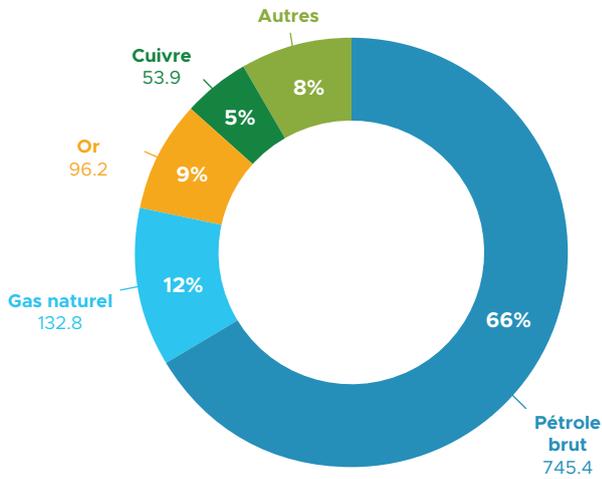


SOURCE : ALBANIA EITI (2020), REPORT FOR THE YEARS 2017 AND 2018.

cumulés de la production extractive et des exportations dans les pays de mise en œuvre de l'ITIE. Des divulgations récentes montrent que 13 pays dépendent du pétrole et du gaz pour plus de 20 % de leurs recettes d'exportation. Ces résultats démontrent qu'il sera important pour les pays dépendants du pétrole de planifier les implications économiques de la transition énergétique, à mesure que la demande de combustibles fossiles évolue.

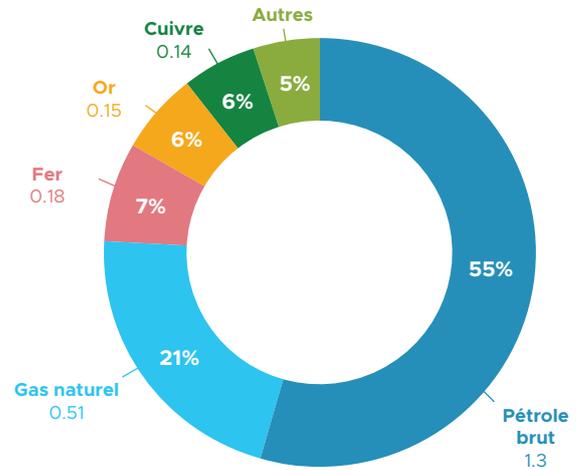
**VALEURS DE LA PRODUCTION  
DECLARÉES PAR MATIÈRE PREMIÈRE**

DIVULGATIONS ITIE, 2005-2018  
(EN MILLIARDS DE DOLLARS US)



**VALEURS DES EXPORTATIONS  
DECLARÉES PAR MATIÈRE PREMIÈRE**

DIVULGATIONS ITIE, 2005-2018  
(EN TRILLIONS DE DOLLARS US)



SOURCE : SECRÉTARIAT INTERNATIONAL DE L'ITIE.

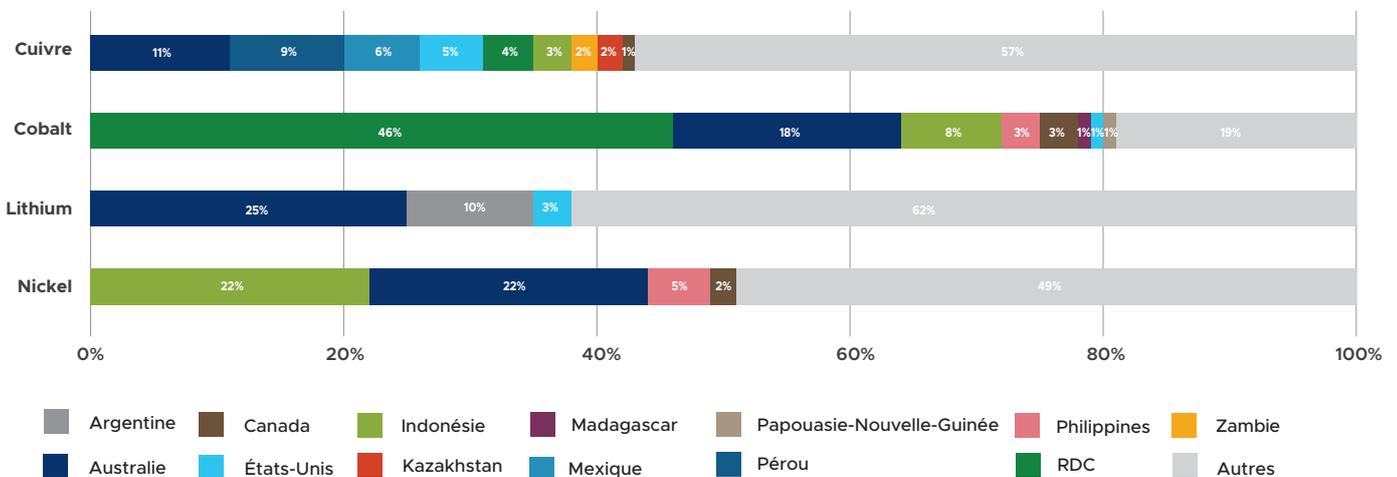
**Renforcement de la gouvernance  
des minéraux critiques**

Pour les pays qui hébergent des réserves de minéraux nécessaires aux technologies à faibles émissions de carbone, une demande accrue pourrait présenter un certain nombre de défis. Une augmentation des investissements pourrait exacerber les risques de corruption et pousser l'exploitation minière dans des zones plus sensibles sur les domaines environnemental et social. La volatilité des prix pourrait également nuire aux finances publiques et favoriser l'instabilité politique. Ne pas relever ces défis pourrait se traduire par une occasion manquée

d'encourager la croissance d'un secteur minier rentable et responsable et de mettre en place une transition énergétique juste et durable.

Dans ce contexte, certains pays tirent parti du rapportage ITIE et du dialogue multipartite pour faire la lumière sur les défis de gouvernance, aider à identifier des solutions et fournir une plateforme d'action collective dans le secteur des minéraux critiques. La note de politique de l'ITIE, publiée en mai 2022, aide à guider les pays sur la manière d'utiliser les données ITIE et le dialogue pour renforcer la gouvernance des minéraux critiques.

**RÉSERVES MONDIALES DE MINÉRAUX CRITIQUES  
PAYS DE MISE EN ŒUVRE ET DE SOUTIEN À L'ITIE**



SOURCE : US GEOLOGICAL SURVEY (2022), MINERAL COMMODITY SUMMARIES 2022.

## Ghana

Le Groupe multipartite ITIE du Ghana a commandé une étude pour cartographier les réserves prouvées de minéraux critiques, vérifier l'adéquation des cadres juridiques et fiscaux et évaluer les risques et les opportunités fiscaux, sociaux et environnementaux relatifs à l'extraction de minéraux critiques.

L'étude a révélé que le régime juridique et fiscal du Ghana était assez adéquat pour la gestion d'un boom potentiel de la demande de minéraux critiques tels que le manganèse, la bauxite/l'aluminium, le minerai de fer, la silice et le lithium. Elle offre également des recommandations sur la manière dont le Ghana peut se positionner stratégiquement pour la transition énergétique grâce à une participation de l'État dans le secteur des minéraux critiques, une diversification économique et un alignement des politiques minières sur des plans d'industrialisation plus larges. Comme le Ghana n'a pas encore attribué la première licence d'exploitation minière pour un gisement de lithium récemment découvert, le gouvernement a la possibilité de faire face aux risques de gouvernance dans l'octroi de licences, la collecte des recettes et le décaissement et l'utilisation des recettes pour maximiser la valeur économique du secteur minier.

Le rapport intervient au moment où le ministère de l'Énergie a inauguré le Comité National de Transition Énergétique (NETC), dont l'objectif est de développer une politique nationale de transition énergétique par le biais d'un processus de consultation au niveau national. L'ITIE Ghana tire parti de sa plateforme multipartite et de son cadre de rapportage pour fournir des informations pertinentes et une direction éclairée au soutien de ces priorités nationales. Un projet est en cours pour engager avec les communautés et les citoyens affectés par les activités extractives, visant à utiliser les données ITIE pour promouvoir la compréhension autour des implications de l'évolution verte sur les communautés, amplifier les voix des communautés et éclairer les options politiques pour une transition juste.

### ESTIMATION DES RÉSERVES MINÉRALES CRITIQUES AU GHANA EN VOLUME (MILLIER DE TONNES)

<sup>25</sup> <b>Mn</b> Manganese 54.938	<b>Manganèse</b> 13,000	<sup>13</sup> <b>Al</b> Aluminium 26.981	<b>Bauxite</b> 900,000
<sup>3</sup> <b>Li</b> Lithium 6.941	<b>Lithium</b> 14,500	<sup>26</sup> <b>Fe</b> Iron 55.845	<b>Minerai de fer</b> 6,000,000

SOURCES : US GEOLOGICAL SURVEY (2022), MINERAL COMMODITY SUMMARIES 2022; GHANA EITI (2022), DRAFT REPORT: THE ENERGY TRANSITION AND CRITICAL MINERALS IN GHANA; DIVERSIFICATION OPPORTUNITIES AND GOVERNANCE CHALLENGES; GHANA INTEGRATED IRON AND STEEL DEVELOPMENT CORPORATION

## République démocratique du Congo

La RDC possède la plus grande production et les plus grandes réserves de cobalt au monde, un minéral utilisé dans les batteries de véhicules électriques. Le rapportage ITIE du pays a inclus des informations sur les prix, la production, les exportations et les réserves de cobalt, et a expliqué l'impact de la pandémie de COVID-19 sur les exportations. Au premier trimestre 2020, les exportations de cobalt ont diminué de 15 % par rapport à l'année précédente. Cependant, les recettes du gouvernement ont augmenté entre 2018 et 2020, principalement en raison d'un triplement des prix depuis 2017. Ces données aident les parties prenantes à comprendre l'évolution du cobalt sur les marchés internationaux et l'impact sur les recettes domestiques, et peuvent éclairer le débat public sur la gestion de cette ressource.

## Colombie

S'appuyant sur les divulgations précédentes sur la gestion environnementale des activités extractives, le rapportage ITIE de la Colombie couvrait les paiements environnementaux effectués entre 2018 et 2020, notamment les redevances pour le Service National de l'Environnement (SINA), l'utilisation des ressources hydriques et forestières et d'autres paiements liés à l'environnement. Ces informations sont essentielles pour éclairer la compréhension du public et le débat entre les communautés affectées et promouvoir une gestion responsable des ressources naturelles. Les rapportages environnementaux continueront de jouer un rôle alors que la Colombie prévoit de développer son secteur des énergies renouvelables en construisant des centrales à hydrogène et des parcs solaires et éoliens, à la fois dans de nouvelles zones et dans les régions productrices de combustibles fossiles.



# Sur le front de la lutte contre la corruption

## Atténuation des risques de corruption à travers la chaîne de valeur de l'industrie extractive

La corruption est un défi pressant pour de nombreux pays riches en ressources et un domaine prioritaire pour l'ITIE. Selon l'OCDE, un cas de corruption transnationale sur cinq se produit dans le secteur extractif.<sup>1</sup> L'opacité des structures de propriété des entreprises, des processus d'octroi de licences, des négociations de contrats et des transactions peut rendre les projets extractifs lucratifs particulièrement vulnérables aux abus ou à l'enrichissement illicite, privant les citoyens des recettes qui leur sont dues.

Bien que les parties prenantes partagent un point de vue selon lequel la lutte contre les risques de corruption est implicite dans la mise en œuvre de la Norme ITIE, le Conseil d'administration de l'ITIE a reconnu la nécessité d'articuler clairement le rôle de l'ITIE dans la prévention de la corruption et l'atténuation des risques qui s'y rapportent. En décembre 2021, l'ITIE a publié des orientations à l'intention des groupes multipartites pour identifier et traiter les risques de corruption par le biais de la mise en œuvre de l'ITIE. Plusieurs pays ont également intégré des activités de lutte contre la corruption dans leurs plans de travail, notamment le Burkina Faso, la Mongolie, les Philippines et le Togo.

### Mongolie

Une étude récente, commandée par l'ITIE Mongolie, a identifié sept types de risques de corruption relatifs au secteur extractif du pays. Les domaines à haut risque concernent les conflits d'intérêts entre les fonctionnaires qui possèdent des parts dans les entreprises extractives; les entreprises aux pratiques anticoncurrentielles; et le favoritisme, le détournement de fonds ou l'abus de pouvoir parmi les fonctionnaires du gouvernement nationaux et locaux.

L'étude – menée en 2021 par l'Institut de Gouvernance des Ressources Naturelles (NRGI) et financée par l'Agence allemande de coopération internationale (GIZ) – comprend plusieurs recommandations pour faire face à ces risques. Il s'agit notamment de numériser les processus d'octroi de licences et de limiter l'interférence humaine dans l'attribution de licences; divulguer les critères de sélection pour la nomination des dirigeants des entreprises extractives d'État et publiques; et renforcer le suivi public des transferts des entreprises (en espèces et en nature) aux autorités locales. Les mesures ont ensuite été incluses dans le plan de travail de l'ITIE Mongolie et constitueront une priorité pour l'année à venir.

### Philippines

Dans le développement de son plan de travail, l'ITIE Philippines a consulté plusieurs parties prenantes pour établir ses priorités pour la mise en œuvre de l'ITIE. Les consultations, en partie menées en partenariat avec le Partenariat pour un Gouvernement Ouvert (OGP), ont révélé un large soutien à l'utilisation de l'ITIE Philippines comme plateforme de lutte contre la corruption dans le secteur extractif par le biais de divulgations et d'un dialogue multipartite.

Ayant identifié la lutte contre la corruption comme un domaine prioritaire, l'ITIE Philippines a inclus plusieurs activités de lutte contre la corruption dans son plan de travail, surnommé l'Initiative pour l'intégrité. L'ITIE Philippines et le Secrétariat international de l'ITIE ont depuis commandé une étude qui s'appuie sur un outil de diagnostic développé par NRGI pour identifier les risques de corruption tout au long de la chaîne de valeur du secteur extractif, de la manière dont les licences sont attribuées à la manière dont les recettes sont gérées et profitent au public. L'étude devrait éclairer un plan d'action qui étayera les efforts du gouvernement pour atténuer les risques de corruption dans le secteur.

<sup>1</sup>OCDE (2014), RAPPORT DE L'OCDE SUR LA CORRUPTION TRANSNATIONALE

Vue aérienne d'un navire-citerne.

# Coup de projecteur sur les entreprises bénéficiaires

## Accélération de la transparence de la propriété effective

La publication des coordonnées des propriétaires d'entreprises peut aider à restreindre les canaux de corruption, permettre une fiscalité efficace, construire des marchés plus équitables, encourager l'investissement responsable et gérer les risques commerciaux. La résolution de ces problèmes restera essentielle à mesure que la transition énergétique s'accélère.

La création de registres publics complets et accessibles implique un processus complexe de réforme juridique et un investissement technique. L'ITIE a été en mesure de fournir des résultats pratiques grâce à ses exigences de divulgation sur la propriété effective. En outre, le programme Opening Extractives – mis en place en partenariat avec Open Ownership – fournit un soutien technique à 11 pays pour établir des registres publics et des réformes sur la divulgation de la propriété effective dans le secteur extractif.



Lancement du programme Opening Extractives au Nigeria.

CREDIT PHOTO : ITIE NIGERIA.

## Philippines

Dans le cadre de ses mesures de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme, le gouvernement philippin exige que toutes les sociétés déclarent leurs bénéficiaires effectifs dans leurs déclarations annuelles auprès de la Commission de Sécurité et d'Échanges (SEC). Cependant, cette information n'est pas encore rendue publique et la question autour de l'accès du public à ces données est en cours de discussion.

Comme mesure provisoire, l'ITIE Philippines a développé un registre ouvert des propriétés effectives avec des données sur 36 entreprises extractives, divulguant le nom, la nationalité, le pays de résidence et le niveau de propriété des individus détenant une participation dans des entreprises minières, pétrolières et gazières. L'ITIE Philippines a également créé un groupe de travail multipartite pour superviser la mise en œuvre des engagements du gouvernement relatifs à la divulgation de la propriété effective. Le groupe de travail examinera également une proposition de disposition juridique qui rendrait obligatoire la divulgation publique de tous les bénéficiaires effectifs des entreprises extractives.

 > [pheiti.dof.gov.ph/boregistry](https://pheiti.dof.gov.ph/boregistry)

## Mongolie

Depuis 2014, le gouvernement mongol rédige une loi sur la transparence dans le secteur des ressources minérales avec une large contribution de l'ITIE Mongolie. Elle comprend des dispositions relatives à la divulgation des contrats extractifs et des bénéficiaires effectifs, au renforcement de la gouvernance des entreprises d'État et à l'engagement de la société civile dans la prise de décisions relatives au secteur. Elle établit également un système de rapportage intégré avec des informations sur les licences, la production, les recettes, les allocations de recettes infranationales et les évaluations d'impacts environnemental et social. La loi devrait être soumise au parlement cette année.

En outre, le parlement mongol a adopté une loi sur l'information publique en septembre 2021 accordant l'accès public aux données sur la propriété effective des entreprises de tous les secteurs. Bien que la loi entre en vigueur au mois de mai 2022, le gouvernement n'a pas encore établi les règles, les réglementations et les mécanismes pour rendre ces informations publiques. La participation de la Mongolie à Opening Extractives soutiendra le gouvernement à réaliser ses mesures sur la divulgation de la propriété effective.

## Arménie

Les entreprises extractives en Arménie sont tenues de déclarer leurs bénéficiaires effectifs par le biais d'un registre public électronique, que le gouvernement a lancé en 2021. Les divulgations sont faites conformément à la loi du pays « sur l'Enregistrement par l'État des entités juridiques ». En juin 2021, un ensemble d'amendements a été adopté pour élargir la portée des divulgations sur la propriété effective.

Depuis septembre 2021, les entreprises d'autres secteurs ont également soumis des déclarations auprès du registre, qui couvrira tous les secteurs d'ici janvier 2023. Le système de déclaration électronique permet la vérification automatique de certaines données. Les données sur les citoyens arméniens sont automatiquement recoupées avec la base de données des passeports du pays. L'Agence arménienne pour le Registre de l'État des entités juridiques peut en outre vérifier les données et signaler les divergences au ministère de l'Administration territoriale, qui a le pouvoir d'imposer des sanctions en cas d'informations incomplètes. Comme le registre est public, les citoyens peuvent également examiner les informations sur la propriété et signaler les informations suspectes.



> [e-register.am/en](https://e-register.am/en)

## Ghana

Les gouvernements successifs du Ghana se sont engagés à accélérer la divulgation de la propriété effective pour dissuader les pratiques de corruption. Depuis 2019, les entreprises sont tenues de déclarer leurs bénéficiaires effectifs auprès du Service de l'État Civil (SCEC), qui a ensuite établi un registre public en 2020. Alors que le registre héberge des données sur plus de 200 000 entités, les médias et les organisations de la société civile n'ont pas encore pleinement utilisé la plateforme pour exercer une supervision et assurer une gouvernance responsable.

Sous l'égide du programme Opening Extractives, le SCEC et l'ITIE Ghana ont formé près de 30 défenseurs de la société civile, journalistes et citoyens à l'accès et à l'utilisation des informations sur la propriété effective pour éclairer les rapportages d'investigation et le plaidoyer basé sur les données. Le programme a sélectionné un groupe de médias et de représentants de la société civile pour piloter des projets d'investigation dans les mois à venir et consolidera les enseignements tirés pour promouvoir l'utilisation des données sur la propriété effective dans l'ensemble de la communauté ITIE.



> [egovonline.gegov.gov.gh/RGDPortalWeb/portal/RGDHome/eghana.portal](https://egovonline.gegov.gov.gh/RGDPortalWeb/portal/RGDHome/eghana.portal)



Des représentants de la société civile et des médias au Ghana sont formés à l'utilisation du registre de la propriété effective.

# Divulgation des points de détail

## Une année d'action sur la transparence des contrats

En faisant la lumière sur les règles et les termes qui régissent les projets extractifs, la transparence des contrats peut aider à lutter contre la corruption et donne aux citoyens les moyens d'évaluer si les recettes obtenues pour leurs ressources sont justes. Ces informations peuvent être cruciales dans des contextes où de précieuses recettes sont impactées par la volatilité des marchés et les politiques émergentes de transition énergétique.

Depuis l'entrée en vigueur de l'exigence de divulgation des contrats de l'ITIE en janvier 2021, de nombreux pays ont pris des mesures pour publier les accords du secteur extractif et lever les obstacles juridiques empêchant de les rendre publics.



Extraction de nickel à Sorowako, Indonésie.

PHOTO : KAISARMUDA / SHUTTERSTOCK

## Liberia

Le secteur extractif du Liberia est le pilier de l'économie du pays, contribuant à 52 % du PIB national en 2019. Pourtant, plus de la moitié de la population vit en dessous du seuil de pauvreté national. La supervision publique des termes des projets extractifs est donc importante pour assurer que les projets et les bénéfices pétroliers, gaziers et miniers sont gérés dans l'intérêt des citoyens.

En mars 2022, l'ITIE Liberia, avec le soutien du Secrétariat international de l'ITIE et de l'USAID, a entrepris un examen complet du cadre juridique et des pratiques actuelles relatives à la divulgation des contrats. L'examen a établi que, bien qu'il n'existe aucun obstacle juridique à la publication des contrats, seuls trois contrats ont été divulgués sur 903 licences d'exploitation minières actives.

L'exercice a en outre mis en lumière qu'il existait des divergences entre les diverses agences et plateformes gouvernementales d'administration des contrats, et qu'il n'existe aucun mécanisme permettant de déterminer l'exhaustivité des contrats divulgués. Il offrait des recommandations et des mesures pratiques au Groupe multipartite de l'ITIE Liberia pour améliorer la divulgation des contrats à l'avenir.

# 52%

du PIB national provient du secteur extractif du Liberia

## Zambie

L'exploitation minière joue un rôle important dans l'économie de la Zambie, et plus de 3 000 entreprises opèrent dans le secteur extractif du pays. Ces dernières années, l'ITIE Zambie a soutenu le gouvernement dans l'amélioration de ses processus d'octroi de licences pour assurer la conformité avec les politiques et les réglementations.

S'appuyant sur ce travail, l'ITIE Zambie – avec le soutien du Secrétariat international de l'ITIE et de l'USAID – a récemment commandé un exercice de cartographie pour évaluer les politiques et les pratiques relatives à la divulgation des contrats et pour identifier les irrégularités dans l'attribution des droits miniers. Alors que le secteur minier de la Zambie est en grande partie un régime d'octroi de licences – où les termes contractuels sont stipulés par la loi plutôt que négociés par concession – les divulgations de licences étaient néanmoins irrégulières.

La cartographie a abouti à la divulgation des 945 licences d'exploitation minière actives, dont 187 avaient été attribuées depuis l'entrée en vigueur de l'exigence de divulgation de l'ITIE en janvier 2021. Un plan de divulgation des contrats a ensuite été développé et l'ITIE Zambie a commencé à mettre en œuvre les recommandations de l'étude.

# 3,000+

entreprises opèrent dans le secteur extractif de la Zambie

## Indonésie

Le secteur extractif de l'Indonésie implique plus de 250 contrats pétroliers et près de 5 500 licences d'exploitation minière. Cependant, il existe un risque perçu au sein du gouvernement que la divulgation des contrats viole la loi nationale sur l'information publique et que les contrats de l'industrie extractive ne soient pas considérés comme des documents publics.

Pour répondre à ces perceptions, le Groupe multipartite de l'ITIE Indonésie a commandé une étude – avec le soutien du Secrétariat international et de l'USAID – sur les défis et les opportunités de la divulgation des contrats. L'étude conclut qu'il n'existe aucun fondement juridique pour empêcher la publication de contrats extractifs. Il a également révélé que la loi sur l'information publique exige qu'une évaluation des risques soit entreprise avant que le gouvernement puisse rendre un document classifié. La confidentialité des contrats a précédemment été justifiée comme une mesure de protection des richesses naturelles du pays, d'une saine concurrence commerciale et des données personnelles.

L'étude examine également les risques perçus relatifs à une décision judiciaire qui a été utilisée comme une base pour le maintien de la confidentialité des contrats. Il a révélé que la décision concernait davantage les risques associés aux opérations du projet, lesquels peuvent être gérés et atténués.

L'ITIE Indonésie a depuis créé un groupe de travail multipartite pour entreprendre des évaluations des risques et établir un mécanisme d'atténuation des risques pour permettre la publication des contrats et licences extractifs. Le groupe de travail a publié une liste des contrats et licences actifs et a produit une feuille de route pour la divulgation complète des contrats.

~5,500  
licences d'exploitation  
minières en Indonésie

## Ukraine

L'ITIE Ukraine a fait pression sur la transparence des contrats depuis 2018, et le gouvernement a par la suite divulgué tous les accords de licence conclus depuis 2016. Cependant, les Contrats de Partage de Produits pétroliers et gaziers (CPP) sont restés non publiés. La loi n° 2545 sur la transparence dans les industries extractives, adoptée en 2018, est une première tentative pour rendre obligatoire la divulgation des contrats, exigeant des entreprises extractives qu'elles divulguent les clauses contractuelles relatives aux dépenses sociales.

Pendant deux ans, l'ITIE Ukraine a travaillé en étroite collaboration avec le ministère de l'Énergie, des parlementaires, des conseillers juridiques, des groupes de la société civile et des entreprises pour préparer des amendements à la loi qui stipuleraient une transparence totale des CPP. Le processus a impliqué de vastes consultations et discussions entre les parties prenantes, en particulier autour des préoccupations de l'industrie relatives aux sous-contrats et aux contrats de services. En décembre 2021, le parlement ukrainien a adopté les amendements, rendant obligatoire la divulgation complète des contrats et des CPP à partir de janvier 2022. Cependant, les processus d'octroi de licences ont été suspendus depuis l'invasion russe de l'Ukraine en février 2022.

## Mexique

Le Mexique a été un chef de file en matière de transparence des contrats et un pionnier des meilleures pratiques internationales dans les secteurs pétrolier et gazier. S'appuyant sur le travail et les engagements du gouvernement pour améliorer la transparence, l'entreprise pétrolière d'État mexicaine, Pemex, publie sur son site Internet tous les contrats d'approvisionnement conclus par l'entreprise et ses filiales. Les documents sont facilement consultables et comprennent le texte intégral du contrat, le nom du contracteur, le montant payé et la durée du contrat. En période de volatilité des prix du pétrole, ces divulgations permettent aux citoyens et aux médias d'accéder et d'examiner les accords de Pemex. Il permet à tous les fournisseurs de services de vérifier et de comparer les termes de leurs accords.



> [pemex.com/pemexmastransparente](https://pemex.com/pemexmastransparente)

Plateforme pétrolière et gazière offshore à Campeche, Mexique.



# Gestion de l'argent

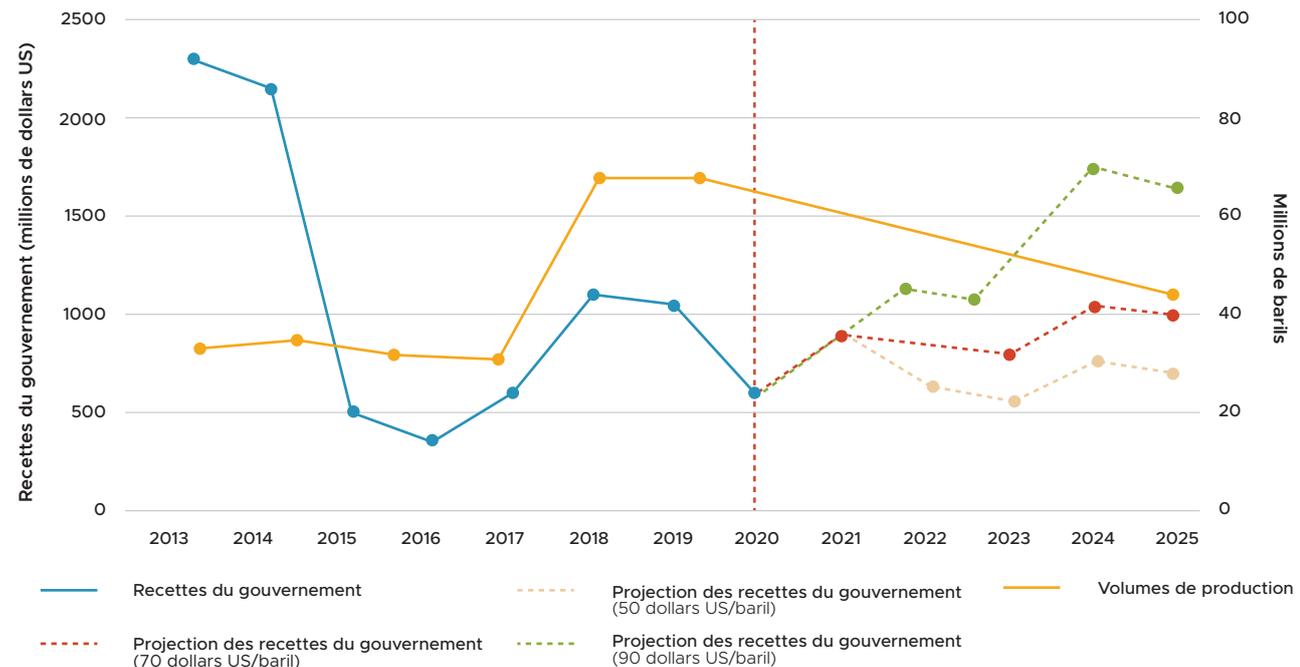
## Renforcement de la mobilisation des ressources domestiques

Les revenus du secteur extractif – sous forme d'impôts, de redevances, de parts de production, de frais et de primes – représentent une part importante des recettes de nombreux pays de mise en œuvre de l'ITIE. La publication de données sur les recettes peut renforcer la compréhension du public sur la manière dont le secteur extractif contribue au développement économique d'un pays.

Plusieurs pays vont au-delà des exigences de rapportage ITIE en entreprenant une analyse et une modélisation fiscales pour mieux projeter les flux de revenus futurs. L'analyse des pratiques de recouvrement des recettes, des coûts, des scénarios de prix et des flux de recettes aide à identifier les opportunités de renforcement de l'administration fiscale. Elle peut également éclairer les politiques fiscales, exposer les pratiques qui sont vulnérables aux abus et aider à maximiser les revenus du gouvernement provenant du secteur.

## RECETTES PASSÉES ET PROJECTIONS SELON DIFFÉRENTS SCÉNARIOS DE PRIX

MODÉLISATION DES RECETTES DES PROJETS NKOSSA - HAUTE MER ZONE A ; NSOKO - HAUTE MER ZONE B ; MOHO BILONDO - HAUTE MER ZONE D ; ET KOMBI-LIKALALA-LIBONDO



SOURCE : ITIE CONGO (2021), PROJET : COMPRENDRE LES REVENUS ET LES VENTES PÉTROLIÈRES DE L'ÉTAT EN RÉPUBLIQUE DU CONGO GRÂCE À LA MODÉLISATION FINANCIÈRE

## République du Congo

En tant que l'un des plus grands producteurs de pétrole en Afrique, la République du Congo génère près de 98 % de ses recettes extractives totales du secteur pétrolier. La répartition de la production et des bénéfices pétroliers entre les entreprises et l'État est essentielle pour l'économie du pays, et le public a demandé de la transparence autour de la manière dont ces actifs sont partagés. S'appuyant sur les divulgations existantes, l'ITIE Congo a lancé un projet de modélisation financière pour examiner les tendances passées et les scénarios futurs concernant la part des recettes pétrolières de l'État, du point d'extraction aux ventes sur le marché international.

L'étude analyse les régimes fiscaux congolais et compare les parts de l'État entre les contrats domestiques et internationaux. Elle comprend une modélisation passée et future des principaux permis de 2013 à 2025, identifiant les principaux paramètres qui influencent la part des recettes de l'État. Elle suit également l'analyse des coûts et les pratiques d'audit, en comparant les ventes de pétrole et les prix de vente des entreprises opérant dans le pays.

La diffusion des résultats est en cours et peut être utilisée pour éclairer le débat public et la politique sur la rentabilité et la gestion du secteur pétrolier de la République du Congo.

## Mozambique

Le gouvernement mozambicain estime qu'il recevra entre 35 et 64 milliards de dollars US de projets de GNL, et détient actuellement une participation dans certains d'entre eux par le biais de l'entreprise d'État Empresa Nacional de Hidrocarbonetos (ENH). Pourtant, ces recettes sont fortement impactées par les coûts d'investissement et d'exploitation qui, bien qu'essentiels pour le développement des ressources extractives, peuvent potentiellement réduire les recettes du gouvernement dans les premières phases d'un projet.

En réponse aux appels de groupes de la société civile locale pour une plus grande transparence sur ces coûts, le Rapport ITIE 2019 du Mozambique inclut des divulgations d'audits de coûts pour les zones exploitées par les entreprises ENI et Total entre 2015 et

2017. Les divulgations révèlent que sur environ 2 milliards de dollars US, 33 millions de dollars US (2 %) ont été considérés comme irrécouvrables. Plusieurs coûts ont été jugés non recouvrables, notamment la TVA, les pénalités relatives à la retenue d'impôt à la source, les conflits du travail, les dépenses relatives à la responsabilité sociale des entreprises et les coûts gonflés.

Ces divulgations renforcent la supervision publique et aide à assurer que seuls les coûts éligibles et vérifiés sont réclamés par les entreprises. S'appuyant sur ces enseignements, le régulateur pétrolier du Mozambique a indiqué qu'il avait l'intention de divulguer des rapports d'audit des coûts pour d'autres zones d'exploration dans les mois à venir et qu'il se préparait à mener des audits pour la période allant de 2018 à 2020.



Mineurs dans une mine de diamants.

PHOTO : SHUTTERSTOCK.

# Genre et gouvernance des industries extractives

## Promotion d'une participation plus égale dans le secteur extractif

Assurer une participation égale à la prise de décisions sur le secteur extractif est essentiel pour lutter contre les inégalités et assurer une gestion du secteur dans l'intérêt de tous les citoyens. À cette fin, l'ITIE encourage la participation des femmes à la gouvernance des industries extractives et aux processus ITIE, ainsi que les rapports sur la répartition des genres dans l'emploi du secteur.

Les femmes ne représentent que 25 % des membres des groupes multipartites de l'ITIE, et 66 % des pays de l'ITIE déclarent désormais des données sur le genre, contre 33 % en 2020. Cette année, l'ITIE a publié de nouvelles orientations pour soutenir les pays dans leurs efforts de promotion d'approches et de divulgations plus inclusives relatives à la gestion du secteur extractif. Les Attentes à l'égard des entreprises soutenant l'ITIE ont été révisées, incluant également des engagements pour les entreprises à publier une politique sur la diversité des genres et des données sur l'emploi par genre.

### Sierra Leone

En juillet 2021, le Parlement de la Sierra Leone a introduit le projet de loi sur l'Autonomisation des Femmes dans le but d'intégrer le genre dans tous les processus de développement et politiques. La loi stipule que 30 % des sièges parlementaires et des postes ministériels doivent être occupés par des femmes, donnant un élan monumental à la promotion de l'égalité et de l'inclusion.



Ouvrier minier.

PHOTO : SHUTTERSTOCK

S'appuyant sur cette lancée et conformément à la Norme ITIE, le Groupe multipartite ITIE de la Sierra Leone a intégré la diversité des genres dans sa planification stratégique et sa mise en œuvre et a augmenté le nombre de ses membres féminins de cinq à neuf. Présidé par une femme, le Groupe multipartite comprend également des représentantes de deux organisations de femmes, Women in Mining et Extractives and Women's Network for Environmental Sustainability.

L'ITIE Sierra Leone vise à faire de nouveaux progrès dans ce domaine en développant une stratégie de genre, en améliorant les données désagrégées sur le genre, en sensibilisant autour de la main-d'œuvre féminine dans le secteur et en engageant le ministère des Affaires de genre et d'autres parties prenantes à améliorer l'inclusion du genre dans la gouvernance du secteur extractif.

### Philippines

Dans son Rapport ITIE 2019, l'ITIE Philippines a inclus un modèle de rapportage sur le genre pour les entreprises, couvrant les données sur l'emploi au niveau des projets, la désagrégation locale et autochtone, le statut du personnel et contractuel, la nature du travail, l'adhésion syndicale, la rémunération et les avantages sociaux des employés, et les politiques de genre et de diversité (notamment le congé parental, le harcèlement sexuel au travail, les opportunités de rémunération et de formation). Parmi les 70 entreprises extractives ayant soumis des informations pour le rapport, seulement 7 % des effectifs totaux étaient composés de femmes. Les divulgations révèlent également que seules quelques femmes occupent des postes de cadres supérieurs.

66%  
des pays de l'ITIE publient  
désormais des données  
sur le genre

25%  
des membres des  
groupes multipartites ITIE  
sont des femmes

# Transparence à la source

## Intégration de la transparence dans les systèmes gouvernementaux et des entreprises

La transparence devrait faire partie intégrante et systématique de la gestion du secteur extractif. Les pays de mise en œuvre de l'ITIE divulguent de plus en plus de données à la source – par le biais de bases de données gouvernementales et d'entreprises, de registres en ligne, de sites Internet et de portails – fournissant aux citoyens et aux parties prenantes des informations accessibles et à jour sur le secteur.

Les données ouvertes restent l'une des priorités stratégiques clés de l'ITIE, et les progrès dans ce domaine permettront aux groupes multipartites de passer de la production de rapports à l'utilisation, l'analyse et la diffusion des données.

### Argentine

En février 2022, le gouvernement fédéral argentin a adopté une résolution visant à établir un système d'information ouvert – Sistema de información abierta a la comunidad sobre la actividad minera en Argentina (SIACAM) – conformément à sa mise en œuvre de la Norme ITIE. Selon la résolution, le système doit systématiquement rapporter des données sur les aspects économiques, géologiques, géographiques, sociaux et environnementaux de l'activité minière en Argentine.

Le SIACAM permet aux citoyens d'accéder facilement à l'information aux niveaux fédéral et provincial, notamment les données sur la production, les exportations, l'emploi et les recettes. Il offre également aux autorités provinciales la possibilité de publier des données sur les activités minières dans leur région, rationalisant ainsi les divulgations des systèmes gouvernementaux décentralisés. Cet effort est soutenu par des forums tels que la Mesa nacional sobre minería abierta a la comunidad (MEMAC), qui s'appuie sur les divulgations de l'ITIE et le dialogue pour engager les parties prenantes locales.

 > [argentina.gob.ar/produccion/mineria/siacam](https://argentina.gob.ar/produccion/mineria/siacam)

### Mauritanie

En 2019, le gouvernement a publié un décret rendant obligatoire la divulgation systématique des données du secteur extractif par le biais de systèmes et de plateformes gouvernementaux et des entreprises, qui a été rédigé avec le soutien de l'ITIE Mauritanie. Le décret précise également le rôle du Groupe multipartite ITIE dans la promotion et le suivi des divulgations systématiques. Avec le soutien de la GIZ, le gouvernement a mis en place un « Entrepôt de données », qui automatise le processus de collecte des données de paiement à partir des systèmes des entités déclarantes. Les entités de plus petite taille peuvent soumettre des informations par le biais d'un formulaire en ligne.

L'Entrepôt de données permet une collecte de données plus rapide et moins coûteuse. Dans le dernier rapportage ITIE de la Mauritanie, toutes les divulgations gouvernementales et près de la moitié des divulgations des entreprises ont été faites par le biais de l'Entrepôt

de données, faisant de la Mauritanie un chef de file en matière de divulgation systématique. En février 2022, la Mauritanie est devenue le troisième pays à rejoindre un projet pilote sur les approches alternatives au rapportage ITIE.



> [mauritania.opendataforafrica.org](https://mauritania.opendataforafrica.org)

### Guinée

Au cours des trois années écoulées, l'ITIE Guinée a travaillé avec des agences gouvernementales pour améliorer la mise à jour et l'accessibilité des données ITIE grâce aux divulgations systématiques. Les informations sur la production, les exportations et l'exploitation minière artisanale sont désormais divulguées par le biais de publications gouvernementales trimestrielles et sur les sites Internet des ministères. Un portail de données ouvertes est en cours de développement pour centraliser l'accès à ces informations. Les licences et les contrats sont également systématiquement divulgués par le biais des portails publics du cadastre et des contrats du ministère des Mines et de la Géologie. La Guinée était également une pionnière dans la divulgation des contrats miniers, désormais accessibles au public par le biais du portail public du cadastre et de la base de données des contrats du ministère des Mines et de la Géologie. Celles-ci font partie des divulgations ITIE les plus opportunes au monde et améliorent considérablement la supervision publique de la gestion du secteur.



> [opendataitie-guinee.org](https://opendataitie-guinee.org)

### Pays-Bas

La plupart des informations sur l'industrie extractive aux Pays-Bas sont systématiquement divulguées sur les plateformes gouvernementales, notamment le Portail néerlandais du Pétrole et du Gaz (NLOG), les Statistiques des Pays-Bas (CBS) et le site Internet général du gouvernement. Les divulgations incluent des informations clés telles que les données de production, d'exportations et d'octroi de licences pour le secteur pétrolier et des mines de sel. En 2021, la Validation des Pays-Bas a noté que ces plateformes permettent à l'ITIE Pays-Bas d'entreprendre un diagnostic annuel des systèmes de divulgation du gouvernement et des entreprises.

La plateforme NLOG, gérée par le Service Géologique des Pays-Bas (TNO) pour le compte du ministère des Affaires économiques et du Climat, présente des visualisations de données dynamiques et une carte interactive contenant des informations sur l'exploration souterraine profonde et l'extraction d'énergie et de minéraux. Les utilisateurs peuvent parcourir les couches pour localiser différents champs, puits de production, plateformes de production, pipelines, licences par matière première, données sismiques 2D et 3D, etc. Le public peut utiliser les données de différentes manières, notamment pour l'analyse des plans de transition énergétique impliquant des technologies telles que la capture et le stockage du carbone ou l'octroi de licences pour des projets d'énergie géothermique.



> [nlog.nl](https://nlog.nl)

# Mise en œuvre de l'ITIE dans le monde

La même norme mondiale s'applique à tous les pays de mise en œuvre de l'ITIE.

Grâce à la Validation, le mécanisme d'assurance qualité de l'ITIE, les pays de mise en œuvre sont évalués sur leur capacité à respecter les dispositions de la Norme ITIE.

Au cours de l'année écoulée, le Conseil d'administration de l'ITIE a évalué huit des 56 pays de mise en œuvre de l'ITIE sur leurs progrès. Les évaluations ont été entreprises conformément à un nouveau modèle de Validation, qui prend en compte l'efficacité et la durabilité de la mise en œuvre de l'ITIE. Un examen est en cours pour tirer les enseignements de la nouvelle approche pour déterminer la manière dont la Validation peut mieux soutenir les pays à assurer que la mise en œuvre de l'ITIE renforce les priorités nationales.

## Score globale dans la mise en œuvre de la Norme ITIE

- Très élevé
- Élevé / Satisfaisant
- Modéré / Significatif
- Assez faible / Inadéquat
- En attente d'évaluation
- Suspendu en raison d'une instabilité politique
- Suspendu pour échéance de rapportage non respectée

### Sénégal

La Validation du Sénégal a révélé que le pays a de plus en plus rendu les données disponibles par le biais de plateformes en ligne, telles que les registres miniers, pétroliers et gaziers, et des portails contenant des données de production et des contrats. Bien que le Sénégal ait fait la lumière sur la manière dont les licences d'exploitation minière sont attribuées, il n'a pas encore reproduit ces efforts dans les secteurs pétrolier et gazier, ceci étant un domaine d'intérêt public étant donné que des allégations d'activités d'octroi de licences inappropriées ont été faites en 2019.

### Guyana

La Validation du Guyana a identifié des faiblesses dans le rapportage des entreprises et l'administration fiscale, entravant la supervision publique des importants flux de revenus provenant du secteur pétrolier en plein essor du pays. Néanmoins, les divulgations de contrats pétroliers et gaziers et de ventes de pétrole par le biais du rapportage ITIE ont aidé à informer le public des termes relatifs au Bloc guyanais Stabroek, qui a vu l'une des plus grandes découvertes de pétrole brut au monde dans l'histoire récente.

### Zambie

La Validation de la Zambie a révélé que l'ITIE Zambie a aidé à éclairer les politiques sur la fiscalité minière en modélisant les impacts potentiels des changements de régime fiscal et en comparant la performance des mines de cuivre zambiennes à celle d'autres producteurs de cuivre. Les entreprises divulguent également des données de paiement plus détaillées pour les projets miniers individuels, permettant au gouvernement de savoir si les paiements sont effectués conformément aux termes convenus.

### Royaume-Uni

La Validation du Royaume-Uni a révélé que l'ITIE UK a renforcé ses systèmes de gestion des données dans un paysage complexe de 11 autorités d'octroi de licences. Elle a également encouragé le Royaume-Uni à utiliser l'ITIE pour stimuler le débat sur des questions d'intérêt national telles que la transition énergétique, notamment le démantèlement d'infrastructures pétrolières et gazières et les perspectives de production de minéraux stratégiques.

### Pays-Bas

La Validation des Pays-Bas a identifié des opportunités de renforcer les divulgations sur la gestion environnementale, les projections de recettes et les accords entre les titulaires de licences et l'entreprise d'État EBN, afin de contribuer au débat sur la manière dont le secteur est géré.

### Philippines

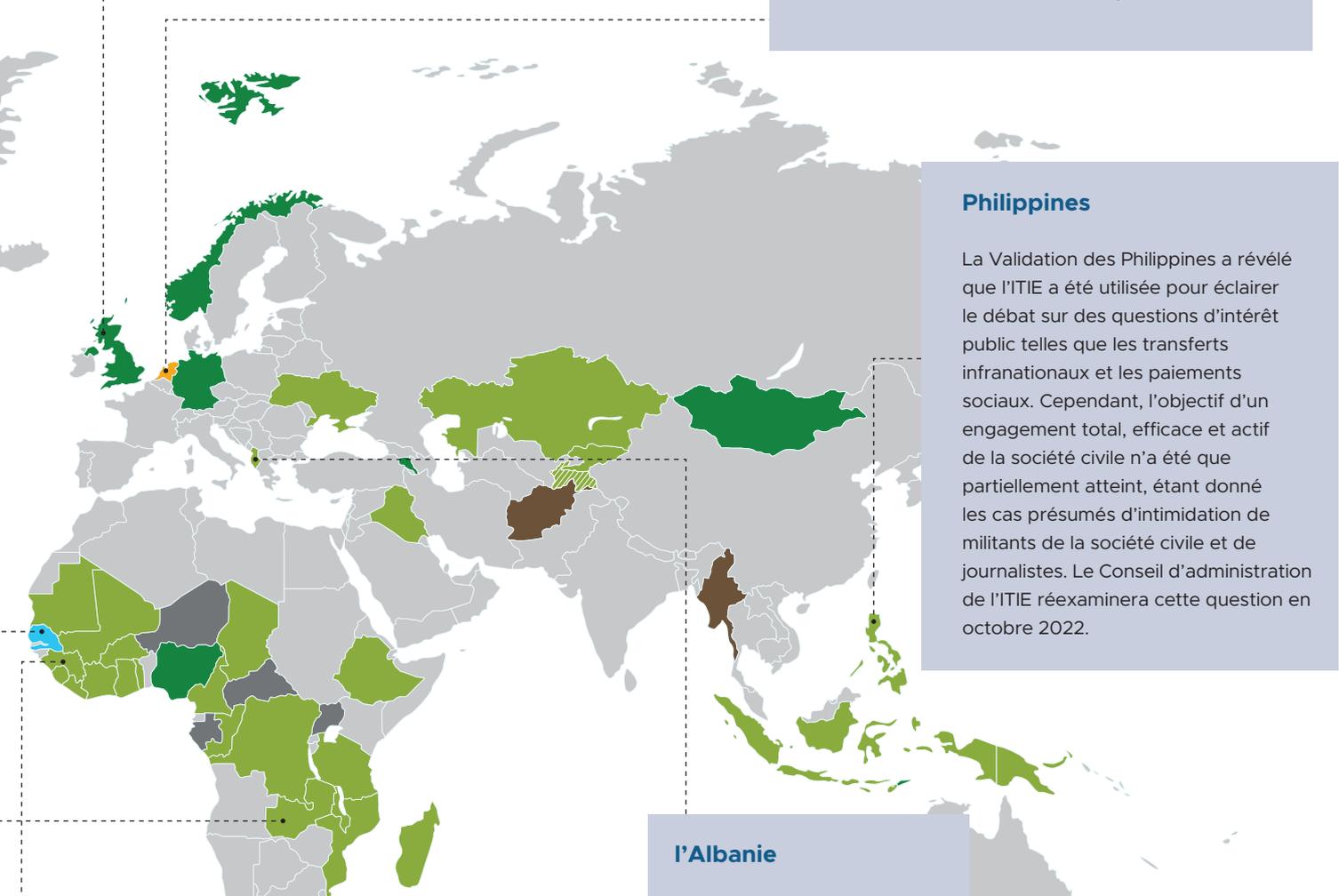
La Validation des Philippines a révélé que l'ITIE a été utilisée pour éclairer le débat sur des questions d'intérêt public telles que les transferts infranationaux et les paiements sociaux. Cependant, l'objectif d'un engagement total, efficace et actif de la société civile n'a été que partiellement atteint, étant donné les cas présumés d'intimidation de militants de la société civile et de journalistes. Le Conseil d'administration de l'ITIE réexaminera cette question en octobre 2022.

### l'Albanie

La Validation de l'Albanie a révélé que, en dépit des défis posés par la COVID-19, l'ITIE Albanie a utilisé des données pour stimuler le débat sur la manière dont les recettes extractives sont allouées aux gouvernements infranationaux et la capacité de ces transferts à financer les services publics dans les régions extractives.

### Guinée

La Validation de la Guinée a révélé que le pays est allé au-delà de la Norme ITIE pour inclure des informations clés sur un accord d'infrastructure de 2017 avec la Chine, qui est soutenu par les recettes du secteur minier. Le prêt garanti par des ressources fait partie intégrante du plan de développement national de la Guinée, qui vise à tirer parti des recettes extractives pour diversifier l'économie.



# Face au trouble et à l'instabilité politique

## **Soutien de la mise en œuvre de l'ITIE dans les États fragiles et affectés par des conflits**

La fragilité, le conflit et la violence présentent de sérieuses menaces pour les initiatives de transparence et le développement durable. Dans plusieurs pays, le conflit et l'instabilité politique ont compromis les gains durement acquis grâce à la mise en œuvre de l'ITIE, défaisant dans certains cas des années de progrès et de collaboration multipartite et exacerbant les risques de corruption.

D'autres pays ont vu le renversement de gouvernements élus, par le biais de coups d'État militaires ou d'insurrections, qui ont davantage affaibli les structures fragiles de gouvernance. Dans certains cas, ces changements de régime ont entraîné une paralysie des processus ITIE et empêché l'engagement libre, indépendant et efficace des médias et des acteurs de la société civile, dont les voix sont essentielles pour assurer que les gouvernements et les entreprises soient tenus responsables.

### **Afghanistan**

La violente prise de pouvoir de l'Afghanistan par les talibans en août 2021 a mis fin à 20 ans de démocratie, provoquant une crise humanitaire et économique. La gouvernance responsable du secteur extractif afghan avait été une priorité pour l'ancien gouvernement élu, qui a mis en œuvre l'ITIE dans le but d'améliorer le cadre réglementaire et de favoriser le débat public sur la gestion du secteur. La mise en œuvre a conduit à des améliorations concrètes des systèmes de gouvernance de l'Afghanistan, notamment le lancement d'un portail contenant des données sur les licences, les bénéficiaires effectifs et les recettes non fiscales, ainsi que des divulgations régulières sur les entreprises d'État et l'exploitation minière et à petite échelle. Le pays a été temporairement suspendu de l'ITIE en raison de l'instabilité politique.

### **Myanmar**

Le Myanmar a été temporairement suspendu de l'ITIE en février 2021 à la suite du coup d'État militaire. Le pays avait précédemment fait des progrès dans la transparence des industries extractives et était un chef de file en matière de divulgation de la propriété effective, ayant été l'un des premiers pays à lancer un registre public. L'ancien gouvernement civil avait également mis en œuvre les recommandations de l'ITIE pour améliorer la supervision des importants flux de revenus des entreprises d'État. Depuis la prise de pouvoir par les militaires, des rapports continus font état d'arrestations, de représailles et de violences contre des civils et des acteurs de la société civile au Myanmar – notamment les parties prenantes de l'ITIE – qui violent le protocole de l'ITIE sur la participation de la société civile.

### **Ukraine**

L'invasion de l'Ukraine par la Russie a eu des effets dévastateurs sur les civils, provoquant la plus grande crise de réfugiés en Europe depuis la Seconde Guerre mondiale et ébranlant le secteur énergétique mondial. L'ITIE Ukraine, qui a été un exemple d'engagement de la société civile et de débat public, a ralenti ses activités et plusieurs parties prenantes ont fui le pays. En outre de créer une grave crise humanitaire, la guerre risque de compromettre les réalisations durement gagnées grâce aux efforts de l'ITIE Ukraine pour renforcer la gouvernance et la redevabilité des industries extractives. Le parlement ukrainien avait récemment amendé sa loi sur la transparence du secteur et le pays avait commencé à travailler à la création de groupes multipartites locaux pour accroître la supervision de la gestion du secteur. L'Ukraine a également été un chef de file en matière de transparence de la propriété effective, dont l'importance a été renforcée par le conflit actuel et les sanctions imposées aux individus entretenant des liens avec le régime russe.

### **Afrique de l'Ouest**

Au cours de l'année écoulée, plusieurs pays d'Afrique de l'Ouest ont fait l'objet de coups d'États, qui ont déstabilisé la région et compromis les progrès en matière de gouvernance démocratique et responsable.

En mai 2021, un coup d'État militaire au Mali a entraîné la détention du Président Bah NDAW et du Premier ministre Moctar OUANE. Troisième coup d'État en dix ans, le changement de régime a retardé la législation prévue, compromis les processus de gouvernance inclusive et entravé les processus ITIE. Le gouvernement continue d'affirmer son engagement envers l'ITIE.

En septembre 2021, le Président Alpha CONDÉ de Guinée a été capturé par les forces armées du pays et le gouvernement et la Constitution ont été dissous par la suite. Ces événements ont coïncidé avec les efforts du gouvernement pour améliorer le cadre réglementaire de la Guinée et accroître la transparence autour des termes des contrats extractifs.

En janvier 2022, un coup d'État militaire a été lancé au Burkina Faso, renversant le Président Roch Marc Christian KABORÉ et dissolvant le parlement, le gouvernement et la constitution. Le Burkina Faso avait précédemment fait des progrès dans la création d'un environnement propice à la participation active et efficace de la société civile à l'ITIE. Le Conseil d'administration de l'ITIE continue de suivre les effets des événements récents sur l'espace civique.

Manifestation à  
Mandalay, Myanmar.



# OPÉRATIONS



# L'année à venir

---

Depuis sa création en 2003, l'ITIE est devenue une voix influente sur la gouvernance des industries extractives, avec plus de 50 pays de mise en œuvre de la Norme ITIE et plus de 60 entreprises la soutenant. Alors que l'organisation entre dans sa troisième décennie et se prépare pour la Conférence mondiale de l'ITIE, elle continuera de s'appuyer sur cette lancée pour soutenir les progrès et les réformes dans un éventail de sujets et de régions.

Le Secrétariat international de l'ITIE revient progressivement aux engagements en présentiel et maintiendra son approche virtuelle et agile alors qu'il cherche à réaliser ses priorités stratégiques et à soutenir la mise en œuvre.



Opérateur de production ouvrant une vanne à bille sur une plateforme pétrolière et gazière offshore.



## Promouvoir les priorités stratégiques de l'ITIE

Le cadre stratégique de l'ITIE vise à assurer que la mise en œuvre de l'ITIE continue d'être pertinente, réactive et rentable. Prolongé jusqu'en 2023, il définit six domaines prioritaires dans lesquels l'ITIE peut être utilisée pour améliorer la gouvernance du secteur extractif à travers et au-delà de la crise de la COVID-19. Il s'agit notamment de lutter contre les risques de corruption ; d'éclairer la transition énergétique et les décisions d'investissement environnementales, sociales et de gouvernance ; de soutenir les données ouvertes ; de renforcer la mobilisation des ressources et de mesurer l'impact de l'ITIE. Des progrès ont été réalisés sur ces priorités, qui seront actualisées en 2023.



## Amélioration de la Norme ITIE

Sur la base des enseignements tirés de la mise en œuvre et de la Validation de l'ITIE, le Secrétariat international de l'ITIE consulte les parties prenantes clés sur les améliorations potentielles de la Norme ITIE. Les amendements pourraient aider à lever les ambiguïtés, à renforcer la mise en œuvre et à réaffirmer la politiques et les pratiques actuelles relatives à la gouvernance des industries extractives. Une révision de la Norme ITIE devrait être lancée en 2023.



## Réunir la communauté ITIE mondiale

La Conférence mondiale de l'ITIE, organisée tous les trois ans et qui devait avoir lieu en 2022, a été reportée en raison de la pandémie de COVID-19. La conférence reviendra en 2023 et devrait rassembler plus de 1 000 parties prenantes, experts et praticiens pour faire le point sur les défis mondiaux et les nouvelles opportunités pour la mise en œuvre de l'ITIE à l'aube de sa troisième décennie. Ce rassemblement inclusif sera l'occasion de célébrer les 20 ans de la création de l'ITIE et de définir une direction stratégique pour l'avenir de l'organisation.



## Prolongement du mandat du Conseil d'administration de l'ITIE

Le Conseil d'administration de l'ITIE étant élu lors de l'Assemblée générale parallèlement à la Conférence mondiale de l'ITIE, le Conseil d'administration de l'ITIE 2019-2022 prolongera son mandat jusqu'en 2023. Une Assemblée générale se tiendra en mode virtuel en juin 2022 pour convenir de la prorogation et des modifications des Statuts de l'ITIE.

## Une évaluation indépendante de l'ITIE

Mieux comprendre la manière dont l'ITIE est mise en œuvre et contribue à des résultats significatifs est essentiel pour renforcer la durabilité et la pertinence de l'ITIE et constitue l'une des priorités clés de l'ITIE. À cette fin, une évaluation indépendante de l'ITIE est en cours, visant à évaluer l'efficacité, l'impact, la pertinence et la durabilité de l'ITIE.

Lancée en décembre 2021 et dirigée par le consortium Voconiq-Square Circle, l'évaluation prend en compte de la diversité des circonstances nationales, des objectifs et des perspectives et attentes des parties prenantes. Elle s'appuie sur les efforts visant à renforcer l'approche de l'ITIE en matière de documentation, de communication et d'apprentissage

des résultats de la mise en œuvre, conformément aux recommandations d'un examen en 2020 des meilleures pratiques internationales en matière de mesure des résultats et d'évaluation de l'impact.

La méthodologie d'évaluation s'appuie sur diverses méthodes qualitatives et quantitatives pour trianguler les résultats, notamment des études de cas de pays, des études de cas politiques, des instruments de perception de gouvernance et une collecte des résultats. L'évaluation comprend une enquête mondiale pour recueillir les points de vue de toutes les parties prenantes impliquées dans l'ITIE, notamment les pays de mise en œuvre et de soutien, les entreprises extractives et les groupes de la société civile. Les résultats seront consolidés et diffusés fin 2022.



> [eitiopenevaluation.org](https://eitiopenevaluation.org)

**EITI**  
Extractive Industries  
Transparency Initiative

**OPEN DATA  
BUILD TRUST**

**PITCH  
CORNER**

OUVRIER LES DONNEES  
RENFORCER LA CO

ABRIENDO DATOS  
CONSTRUYEN

ОТКРЫТЫЕ ДА  
ДЛЯ УКРЕПЛЕН



Conférence mondiale de l'EITI 2019 à Paris, France

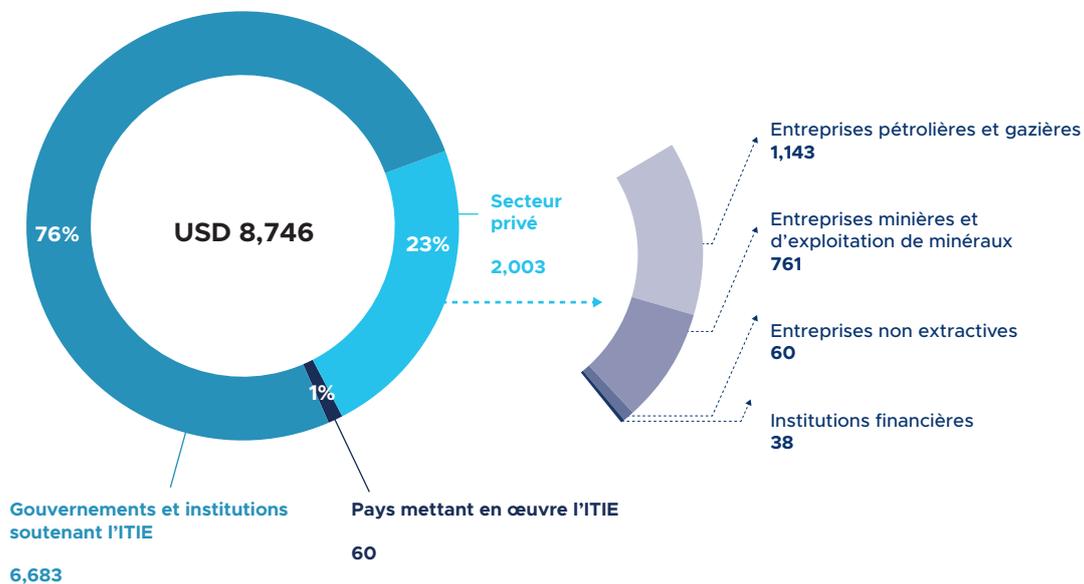
# Financement de l'ITIE

Le financement du Secrétariat international de l'ITIE reflète son soutien multipartite des gouvernements dans les pays de mise en œuvre et de soutien et de plus de 60 entreprises. Il reçoit également un financement spécifique à des projets pour promouvoir et étendre les domaines politiques prioritaires, tels que la transparence de la propriété effective, la transparence des contrats et la transparence du commerce des matières premières.

L'ITIE est reconnaissante pour les investissements considérables en temps et en conseils des groupes de la société civile, des représentants des gouvernements, des partenaires et des entreprises. Bien qu'elles ne soient pas reflétées dans le budget, ces contributions sont inestimables pour la réalisation de la mission de l'ITIE.

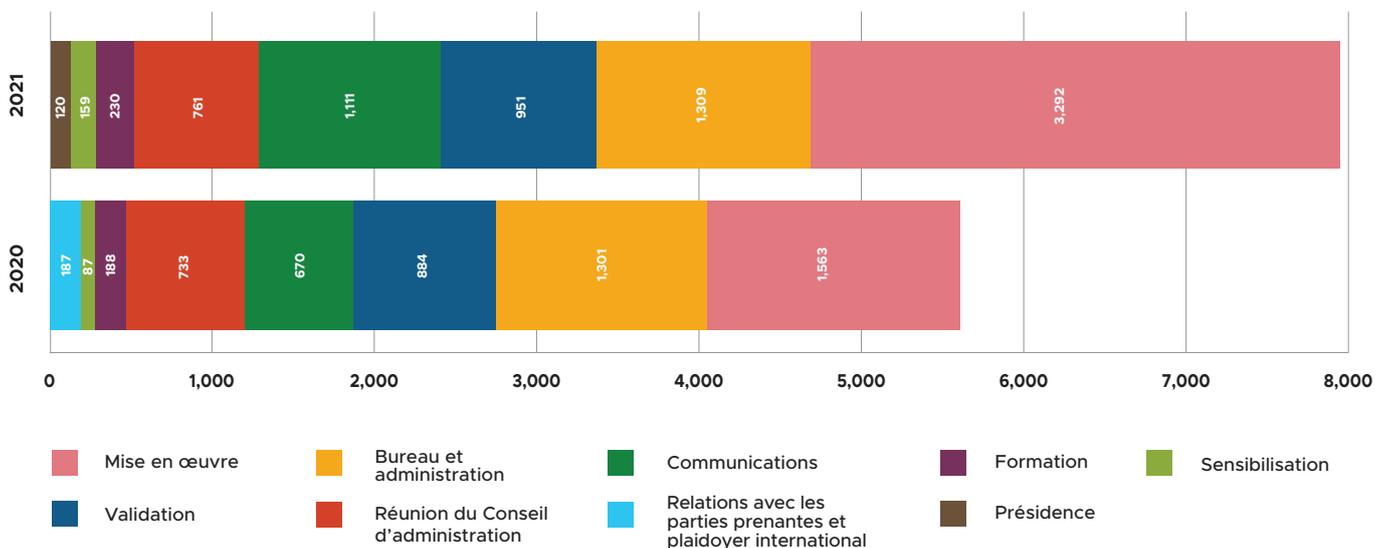
## CONTRIBUTIONS FINANCIÈRES

2021 (EN MILLIERS DE DOLLARS US)



## DÉPENSES PAR FONCTION

2021 (EN MILLIERS DE DOLLARS US)



# Entreprises soutenant l'ITIE

Nous sommes soutenus par de nombreuses entreprises pétrolières, gazières et minières, de négociants en matières premières et d'institutions financières parmi les plus importantes au monde. Nos entreprises de soutien et nos institutions financières font promouvoir la transparence et la bonne gouvernance dans le secteur extractif dans le monde entier, en observant et en promouvant les Attentes à l'égard des entreprises soutenant l'ITIE et en contribuant financièrement à la gestion internationale de l'ITIE.

Nous sommes reconnaissants pour les contributions spécifiques au projet de la Fondation BHP pour le programme Opening Extractives, et de la Fondation Ford pour son soutien au travail visant à fournir à la société civile et aux groupes multipartites nationaux une meilleure compréhension de la manière dont la transition énergétique impacte les moyens de subsistance et le secteur extractif au niveau local.

## ENTREPRISES MINIÈRES ET MÉTALLURGIQUES

African Rainbow Minerals  
Alcoa  
AMG  
Anglo American  
AngloGold Ashanti  
Antofagasta Minerals  
ArcelorMittal  
Barrick Gold  
Base Titanium  
BHP  
Boliden  
Centerra Gold  
Codelco  
Dundee Precious Metals  
Eramet  
Freeport-McMoRan  
Gold Fields  
JX Nippon Mining & Metals  
KAZ Minerals  
Kinross Gold  
Minera San Cristóbal  
Minsur  
Mitsubishi Materials  
MMG  
Newcrest Mining  
Newmont  
Norsk Hydro ASA  
Orano  
Rio Tinto  
Sibanye-Stillwater  
South32  
Southern Copper  
St Barbara  
Sumitomo Metal Mining  
Teck Resources  
Vale

## ENTREPRISES PÉTROLIÈRES ET GAZIÈRES

Africa Oil Corp.  
BP  
Capricorn Energy  
Chevron  
ConocoPhillips  
Eni  
Equinor  
ExxonMobil  
FAR Limited  
Hess Corporation  
INPEX Corporation  
Kosmos Energy  
Nigerian National Petroleum Corporation  
PetroNor E&P  
QatarEnergy  
Repsol  
Shell plc  
Santos Ltd.  
Staatsolie  
TotalEnergies SE  
Tullow Oil  
Woodside Energy

## ENTREPRISES DE COMMERCE DES MATIÈRES PREMIÈRES

Glencore  
Gunvor Group  
Trafigura Group

## INSTITUTIONS FINANCIÈRES

Council on Ethics of the Swedish National Pension Funds  
KfW Group  
Nordea  
Norges Bank Investment Management

# Remerciements

Nous sommes reconnaissants du soutien indéfectible de nos donateurs, en particulier de nos pays et fondations qui nous soutiennent financièrement par le biais de subventions pluriannuelles et de projets :



Nous tenons également à remercier tous les titulaires d'un mandat de l'ITIE et les parties prenantes pour leur travail rigoureux et leur dévouement à la promotion d'une plus grande transparence et redevabilité dans le secteur extractif.

Conception par Parker Design

Sauf indication contraire, toutes les informations contenues dans le présent document proviennent de l'ITIE l'ITIE et sont à jour au 30 avril 2022.

PHOTO DE COUVERTURE : SHUTTERSTOCK.





## Extractive Industries Transparency Initiative

Nous considérons que les ressources naturelles  
d'un pays appartiennent à ses citoyens.

Notre mission consiste à promouvoir une bonne  
compréhension de la gestion des ressources naturelles,  
à renforcer la gouvernance publique et des entreprises  
et à fournir des données permettant d'améliorer la  
transparence et la redevabilité dans le secteur extractif.

> [eiti.org](http://eiti.org)